



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE
DANS L'UEMOA**

Deuxième trimestre 2013



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Siège - Avenue Abdoulaye FADIGA
BP : 3108 - DAKAR (Sénégal)
Tél. : +221 33 839 05 00
Télécopie : +221 33 823 93 35
Télex : BCEAO 21833 SG /
21815 SG / 21530 SG / 21597 SG
Site internet : <http://www.bceao.int>

Directeur de Publication

Bassambié BATIONO

*Directeur de la Recherche
et de la Statistique*

Email : courrier.zdrs@bceao.int

Impression :

Imprimerie de la BCEAO
BP : 3108 - DAKAR

ISSN 08505756

NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE DANS L'UEMOA ^(*)

Deuxième trimestre 2013

() Publiée deux mois après la fin du trimestre sous revue.*

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	5
POINTS SAILLANTS AU deuxième TRIMESTRE 2013	6
I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	7
1.1 – Activité économique dans le monde	7
1.2 – Prix sur les marchés internationaux de biens et services	7
1.2.1 - Evolution des prix chez les principaux partenaires	7
1.2.2 - Evolution des prix des principales matières premières	8
1.3 – Marchés financiers mondiaux	10
II - CONJONCTURE INTERNE	10
2.1 – Environnement économique	10
2.1.1 - Activités agricoles	10
2.1.2 - Utilisation des capacités de production des entreprises	11
2.1.3 - Coûts des facteurs de production	11
2.2 - Activité économique	12
a) <i>Production industrielle</i>	12
b) <i>Bâtiments et Travaux Publics</i>	14
c) <i>Activité commerciale</i>	14
d) <i>Services marchands</i>	16
2.3 - Inflation et compétitivité	16
2.3.1 - Evolution de l'inflation	16
2.3.2 - Evolution de la compétitivité	19
2.4 – Finances Publiques	20
2.5 – Secteur extérieur	21
2.6 – Secteur monétaire et financier	23
2.6.1 - Evolution de la situation monétaire de l'Union	23
2.6.2 - Evolution du marché monétaire	23
2.6.3 - Evolution des conditions de banque dans l'Union	25
2.6.4 - Evolution du marché financier	27
2.6.5 - Evolution des conditions monétaires	27
III – PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES	28
3.1 – Perspectives économiques sous-régionales	28
3.2 – Perspectives économiques mondiales	28
3.3 – Perspectives d'inflation	30
ANNEXES	31

AVANT-PROPOS

La note trimestrielle de conjoncture de la BCEAO présente au public la perception de la Banque Centrale relative aux grandes tendances économiques et monétaires dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à savoir le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

La note est centrée sur l'analyse des principaux indicateurs de conjoncture aux plans interne et international. Les informations sur la conjoncture interne sont essentiellement collectées sur la base d'enquêtes réalisées par la BCEAO. Les tendances économiques lourdes, découlant des anticipations des opérateurs économiques, sont également évoquées.

La note trimestrielle de conjoncture de la BCEAO contribue au renforcement de la diffusion de l'information économique dans les pays de l'UEMOA. La Banque Centrale accueillera favorablement toutes les observations et suggestions susceptibles d'en améliorer la qualité.

Le Directeur de Publication

POINTS SAILLANTS AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2013

La conjoncture économique internationale au deuxième trimestre 2013 a été marquée par la poursuite, à un rythme modéré, de la reprise de l'économie mondiale, nonobstant la persistance de la crise de la dette souveraine dans les pays de la Zone euro. Cette reprise s'explique, notamment, par le maintien de politiques monétaires accommodantes et par l'amélioration de la demande privée.

Dans l'UEMOA, la conjoncture économique est caractérisée par les effets positifs des résultats satisfaisants de la dernière campagne agricole sur les activités industrielles et commerciales, ainsi que la bonne évolution du secteur des Bâtiments et Travaux Publics consécutive à la poursuite de l'exécution des travaux d'infrastructures publiques. L'indice de la production industrielle a enregistré une hausse de 5,2% en glissement annuel, et celui du chiffre d'affaires s'est accru de 9,5%, au deuxième trimestre 2013. Par rapport au trimestre précédent la production industrielle a baissé de 3,7%, tandis que l'indice du chiffre d'affaires est en augmentation de 2,5%.

Le taux d'inflation dans l'UEMOA a été plus faible. En glissement annuel, l'inflation est ressortie à 2,0% au deuxième trimestre 2013 contre 2,3% au premier trimestre 2013. Cette décélération de l'inflation est le reflet du recul des prix des céréales locales, induite par la progression de la production céréalière au cours de la campagne agricole 2012/2013. Elle est liée également à la baisse des prix des carburants au Bénin et en Côte d'Ivoire au cours du deuxième trimestre 2013.

La position concurrentielle de l'Union, appréciée à partir de l'indice du taux de change effectif réel (TCER), indique, en glissement annuel, une perte de compétitivité de 0,1% au deuxième trimestre 2013, après un gain de 0,2% enregistré le trimestre précédent. Cette évolution est liée à un différentiel d'inflation favorable à l'Union.

Au plan de la politique monétaire, la BCEAO a continué de soutenir les établissements de crédit à travers l'offre de liquidités dans le cadre de ses adjudications régionales. Une baisse des taux a été observée sur le marché des appels d'offre et sur le marché interbancaire.

Ainsi, les conditions monétaires ont été assouplies. L'indice des conditions monétaires a baissé de 0,8% en glissement annuel au deuxième trimestre 2013. Cette évolution est liée à la dépréciation du taux de change effectif réel, conjugué à une baisse du taux d'intérêt réel sur le marché interbancaire.

Les conditions de banque ont été marquées par une baisse des taux d'intérêt débiteurs à l'échelle de l'Union au deuxième trimestre 2013. Hors prêts au personnel des banques, charges et taxes, le taux d'intérêt débiteur moyen s'est situé autour de 7,58% au deuxième trimestre 2013 contre 8,06% au trimestre précédent.

En perspective, sur le troisième trimestre 2013, le taux d'inflation est projeté à 1,7% contre 2,0% au trimestre précédent. La décélération de l'inflation devrait résulter essentiellement d'une hausse des prix des céréales au cours de la période de soudure de 2013, de moindre ampleur que celle observée au cours de l'année précédente. Cette hypothèse est liée à l'offre suffisante de céréales enregistrée sur les marchés.

1.1 - Activité économique dans le monde

Reprise modérée de l'activité économique mondiale.

Au plan international, la conjoncture économique au deuxième trimestre 2013 a été marquée par la poursuite, à un rythme modéré, de la reprise de l'économie mondiale, nonobstant la persistance de la crise de la dette souveraine dans les pays de la Zone euro. Cette reprise s'explique, notamment, par le maintien de politiques monétaires accommodantes et par l'amélioration de la demande privée.

Aux **Etats-Unis**, le deuxième trimestre 2013 a été caractérisé par la poursuite de l'ajustement budgétaire. En dépit de cette mesure, l'activité économique ressortirait en hausse de 0,4% soutenue par une reprise nette sur le marché immobilier et la consommation des ménages. Au plan de la politique monétaire, la Réserve Fédérale (Fed) a poursuivi sa politique monétaire accommodante, notamment par le rachat de titres du Trésor.

Baisse du principal taux directeur de la BCE en mai 2013.

Dans la **Zone euro**, l'environnement économique est caractérisé par l'interruption de la contraction du produit intérieur brut, nonobstant la dégradation du marché du travail. Ainsi, le produit intérieur brut de la zone ressortirait en hausse de 0,1% contre une contraction de 0,2% au premier trimestre 2013. Au plan de la politique monétaire, le Conseil des Gouverneurs de la BCE a décidé d'abaisser en mai 2013 son principal taux directeur à 0,5%, son plus bas niveau historique, afin de soutenir l'économie.

Au **Japon**, l'activité économique confirmerait le bon élan entamé au début de l'année 2013. En effet, le taux de croissance croîtrait de 0,6% au deuxième trimestre, sous l'effet notamment des mesures prises par le Gouvernement dans le cadre de la relance budgétaire, l'expansion monétaire et les réformes structurelles. En outre, la reprise des exportations au cours du premier trimestre 2013 a connu une nette accélération sur le trimestre sous revue.

Ralentissement de l'activité économique en Chine.

En **Chine**, la décélération de la croissance du PIB s'est poursuivie au deuxième trimestre 2013. Selon les chiffres publiés par le Bureau national de la statistique, le taux de croissance du PIB est passé de 7,7% au premier trimestre à 7,5% au deuxième trimestre 2013. Cette évolution est liée notamment à une baisse de la demande européenne et américaine en produits manufacturiers.

1.2 - Prix sur les marchés internationaux de biens et services

1.2.1 - Evolution des prix chez les principaux partenaires de l'UEMOA

Le taux d'inflation dans la Zone euro, deuxième partenaire commercial de l'UEMOA, a poursuivi son orientation baissière au deuxième trimestre 2013. En glissement annuel, il est passé de 1,7% à fin mars 2013 à 1,2% à fin avril, 1,4% à fin mai et 1,6% à fin juin 2013. La décélération de l'inflation sur la période est le reflet de la baisse des prix des carburants, des télécommunications et des voyages à forfait.

Aux Etats-Unis, le taux d'inflation en glissement annuel est passé de 1,5% à fin mars 2013 à 1,1% à fin avril 2013, avant de remonter à 1,8% à fin juin 2013. Cette remontée de l'inflation,

après trois mois consécutifs de ralentissement est tirée par la hausse des prix de l'essence et le l'augmentation des prix de la composante « Logements ».

Dans les pays environnants de l'Union, une décélération de l'inflation a été observée au Nigeria contre une accentuation au Ghana. En effet, au Nigeria, le taux d'inflation est ressorti à 8,4% à fin juin 2013 contre 8,6% à fin mars 2013, en rapport avec la poursuite de l'atténuation de la hausse des prix des produits alimentaires induite par une amélioration de l'offre. Au Ghana, le taux d'inflation en glissement annuel a atteint 11,4% à fin juin 2013 contre 10,4% à fin mars 2013. Les tensions sur les prix dans ce pays restent liées au renchérissement des produits alimentaires et à la hausse des prix des produits pétroliers, aggravée par la dépréciation de la monnaie locale.

Tableau 1 : Inflation dans les pays partenaires de l'UEMOA							
	Moyenne (en %)		Glissement annuel (en %)				
	2011	2012	juin-12	mars-13	avril-13	mai-13	juin-13
Zone euro	2,7	2,5	2,4	1,7	1,2	1,4	1,6
Etats-Unis	2,3	2,2	1,7	1,5	1,1	1,4	1,8
Japon	0,0	-0,1	-0,2	-0,9	-0,7	-0,3	0,2
Ghana	8,7	9,1	9,4	10,4	10,6	10,9	11,4
Nigeria	10,9	12,2	12,9	8,6	9,1	9,0	8,4
UEMOA	3,9	2,4	2,0	2,3	2,3	2,0	1,7

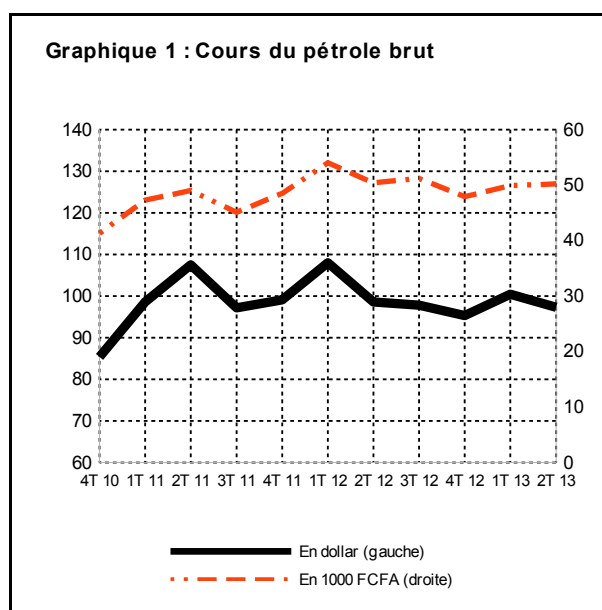
Sources : EUROSTAT, INS, BCEAO.

1.2.2 - Evolution des prix des principales matières premières

Baisse des cours du baril de pétrole brut.

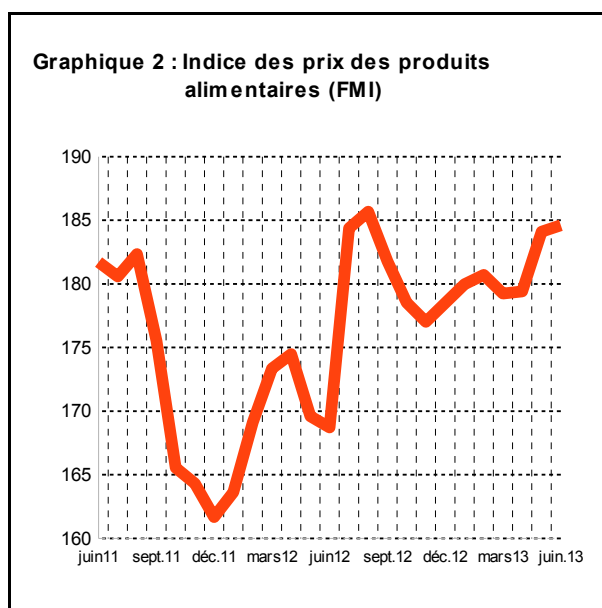
Les cours du pétrole brut se sont inscrits en baisse au deuxième trimestre 2013, en rapport avec la persistance de la morosité de la croissance économique mondiale. Les cours moyens du pétrole brut (WTI, BRENT, DUBAI) sont ressortis à 97,4 dollars au deuxième trimestre 2013 contre 100,4 dollars le trimestre précédent, soit un repli de 3,0%. Exprimés en francs CFA, les cours du pétrole brut ont baissé de 2,0% au deuxième trimestre 2013.

Les prix des produits alimentaires ont poursuivi leur orientation haussière au deuxième trimestre 2013. L'indice des cours mondiaux des produits alimentaires du FMI a enregistré une progression de 0,8% contre 1,5% au premier trimestre 2013. Cette hausse



résulte du renchérissement de la viande et des produits laitiers, en rapport notamment avec une baisse importante de la production en Nouvelle-Zélande. Toutefois, les cours des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA (riz, blé et sucre) se sont inscrits en baisse sur la période. Le repli des cours au deuxième trimestre 2013 s'est situé à 4,8% pour le sucre, 3,5% pour le riz et 2,4% pour le blé. Les prix du sucre sont orientés à la baisse, en raison des prévisions de production excédentaire dans les principales zones de production, notamment au Brésil, premier producteur et exportateur mondial. La détente des prix du blé et du sucre est liée également aux perspectives d'augmentation de la production. En effet, selon la FAO, les productions de blé et de riz devraient augmenter respectivement de 6,8% et 1,9% au cours de la campagne agricole 2013/2014.

Les cours des principaux produits agricoles exportés par l'Union ont enregistré des évolutions divergentes au cours du deuxième trimestre 2013. En effet, les cours du coton et du cacao se sont redressés alors que ceux du café et du caoutchouc ont enregistré des baisses. La progression des cours du coton serait liée à une baisse de la production. En effet, les estimations du Conseil consultatif international du coton (CCIC) donnent une production de 25,7 millions de tonnes pour la campagne 2012/2013 contre 27,2 millions de tonnes en 2011/2012, soit une baisse de 5,6%. La hausse des cours du cacao est liée à une baisse de la production au cours de la campagne écoulée, conjuguée à une augmentation de la demande en provenance des pays émergents.



	Cours					Variation (%)	
	2 T 2012	3 T 2012	4 T 2012	1 T 2013	2 T 2013	Trimestrielle	Annuelle
Café Robusta (OICC en cents par livre)	103,2	105,1	98,6	102,1	93,0	-6,0	-7,0
Cacao (OICC en cents par livre)	103,5	112,9	111,4	100,2	104,6	4,4	1,1
Coton (N.Y. 2è en cents par livre)	79,6	84,2	82,1	83,5	86,2	3,2	8,2
Caoutchouc (IRA en cents-euro/Kg)	265,1	229,3	231,0	231,0	192,6	-16,6	-27,4

Sources : Reuters, BCEAO.

1.3 - Marchés financiers mondiaux

Au deuxième trimestre 2013, la monnaie commune européenne a connu une évolution favorable vis-à-vis des principales devises. Ainsi, par rapport au trimestre précédent, l'euro s'est apprécié de 7,0%, 2,1% et 1,4% respectivement face au yen japonais, au dollar américain et à la livre sterling. Comparé à la même période de l'année précédente, la monnaie européenne a confirmé sa tendance haussière observée en variation trimestrielle face aux principales monnaies.

	Cours			Variation (%)			
	30/06/13	31/03/13	30/06/12	Trimestrielle	Annuelle	Sur 2013 *	Sur 2012
EURO en DOLLAR US	1,3080	1,2805	1,2590	2,1	3,9	-2,9	2,0
EURO en LIVRE STERLING	0,8572	0,8456	0,8068	1,4	6,2	3,6	-2,3
EURO en YEN JAPONAIS	129,39	120,87	100,13	7,0	29,2	6,4	13,4

Sources : Reuters, BCEAO.

* cours au 30/06/2013 comparé au 31/12/2012

Hausse des indices boursiers sur les principales places.

Les principales places boursières ont clôturé la séance de fin juin 2013 en hausse comparée à fin mars 2013, influencées par les effets du maintien de la politique accommodante de la FED conjugués à la baisse du principal taux directeur de la BCE en mai 2013. En effet, les progressions ont été de 10,3% pour le NIKKEI, 4,2% pour le NASDAQ, 2,4% pour le SP 500, 2,3% pour le Dow Jones et 2,1% pour le DAX. Par ailleurs, toutes les places boursières ont enregistré des fortes hausses en glissement annuel, en particulier le NIKKEI (+51,9%), le DAX (+24,0%) et le SP 500 (+17,9%).

II - CONJONCTURE INTERNE

2.1 - Environnement économique

2.1.1 - Activités agricoles

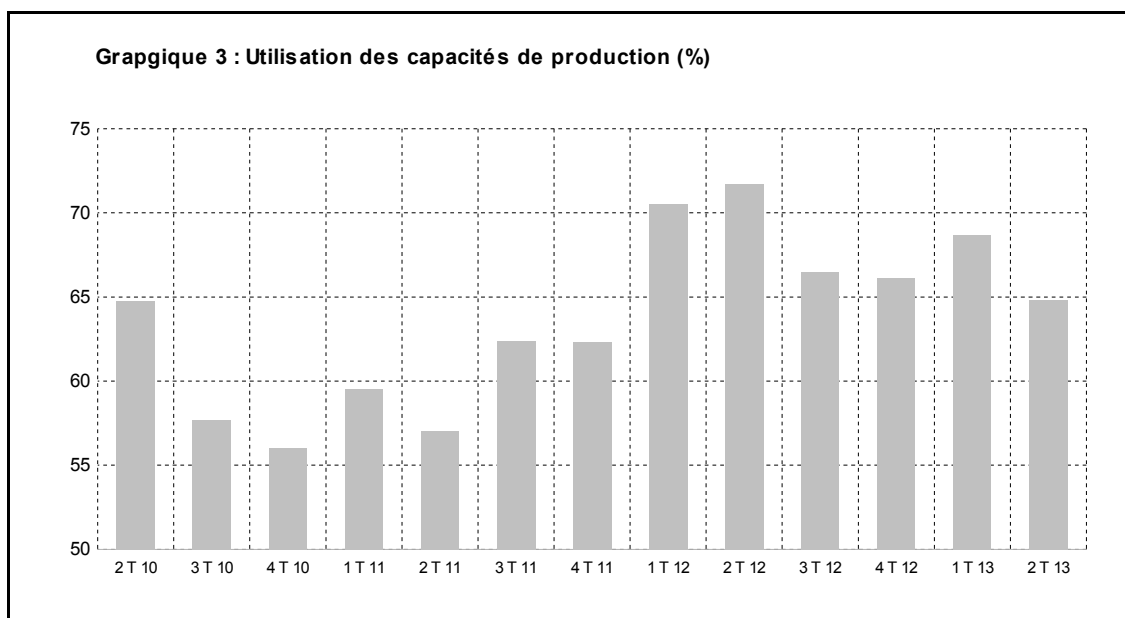
Les résultats de la campagne agricole 2012/2013 font état d'une augmentation de la production céréalière brute sur l'ensemble des pays de l'UEMOA. Selon les chiffres définitifs publiés par le Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), le niveau de la production céréalière, dans la Zone UEMOA est évaluée à 23.042.000 tonnes pour la campagne agricole 2013/2013, soit une hausse de 24,8% par rapport à la précédente campagne. La hausse de la production agricole a permis de maintenir à un niveau relativement satisfaisant les stocks alimentaires. Les prix des céréales ont baissé mais sont restés à un niveau élevé par rapport aux années précédentes.

Par pays, les chiffres indiquent une hausse de la production céréalière de 47,4% au Sénégal, 46,9% au Niger, 33,6% au Burkina, 15,5% au Mali, 15,3% en Guinée-Bissau, 12,2% au Togo et 4,4% en Côte d'Ivoire. En revanche, une baisse de 0,8% est relevée au Bénin. Comparée à la moyenne des cinq dernières années (2007-2011), la production céréalière est en hausse de 27,0% au niveau global de l'Union.

2.1.2 - Utilisation des capacités de production des entreprises

Repli du taux d'utilisation des capacités de production.

Au deuxième trimestre 2013, le taux d'utilisation des capacités de production des entreprises est ressorti à 64,8%, en baisse de 5,0 points par rapport au trimestre précédent et de 6,8 points comparé à la même période de l'année précédente.



Le recul en variation trimestrielle est observé notamment au Burkina (-18,8 points), au Niger (-10,7 points) et en Côte d'Ivoire (-5,0 points). Par pays, le taux d'utilisation des capacités de production des entreprises industrielles s'est établi à 72,1% au Niger, 69,9% au Bénin, 67,9% en Côte d'Ivoire, 65,8% au Sénégal, 62,2% au Togo, 58,6% en Guinée-Bissau, 53,6% au Burkina et 47,8% au Mali au cours de la période sous revue.

2.1.3 - Coûts des facteurs de production¹

Selon les chefs d'entreprise, les coûts salariaux sont en baisse par rapport à la même période de l'année précédente. Quant aux effectifs employés, ils seraient stables en ce qui concerne le personnel permanent dans les entreprises au deuxième trimestre 2013. Une tendance haussière des salariés non permanents est observée dans les entreprises.

S'agissant des coûts des autres facteurs de production, les données disponibles indiquent une situation différente d'un pays à l'autre. Le prix du mètre carré (m²) de terrain non bâti en zone urbaine se situe autour de 262.600 FCFA au Bénin et 144.800 FCFA au Sénégal, les places les plus chères. Le prix du mètre carré est de 7.000 FCFA au Niger et de 1.325 FCFA en Guinée-Bissau.

Le prix du KW/H d'électricité, distribué en moyenne tension, se situe à 114 FCFA au Sénégal, soit le prix le plus élevé. Au Bénin et au Togo, qui sont alimentés par le Nigeria,

¹ Le dispositif de collecte des coûts des facteurs de production a été relancé en 2013. Les données disponibles sont encore parcellaires.

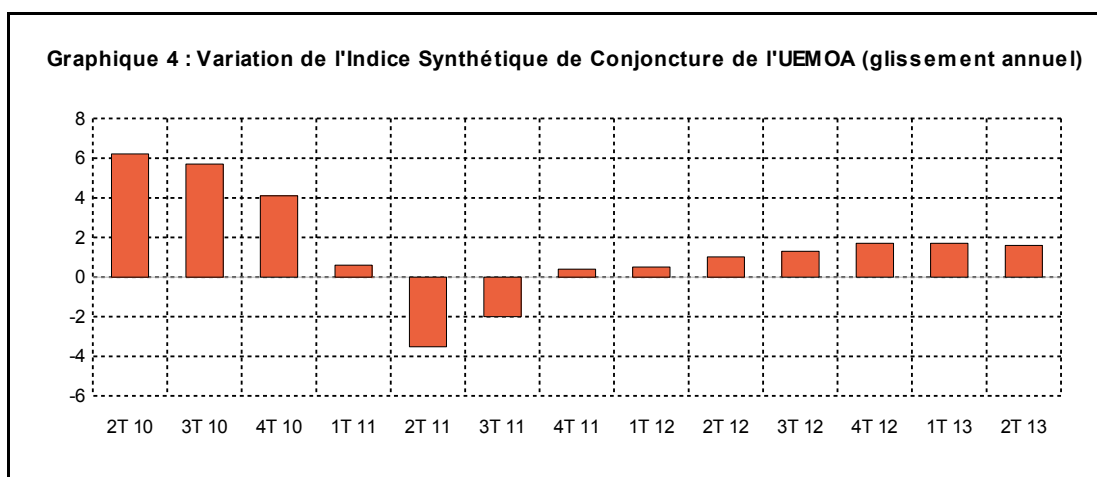
les prix sont fixés respectivement à 86 FCFA et 90 FCFA au cours du trimestre. Les prix de l'électricité sont situés dans une fourchette intermédiaire dans les autres pays, notamment la Côte d'Ivoire et le Burkina. Pour le carburant, notamment le gazole, les prix sont compris entre 538 FCFA au Niger et 725 FCFA en Guinée-Bissau.

Le coût du crédit est reflété par le taux d'intérêt débiteur moyen. Les données provisoires confirment des écarts importants, mais en baisse, d'un pays à l'autre. Les taux se sont situés à 5,04% au Sénégal, 6,58% en Côte d'Ivoire, 8,61% au Togo, 8,75% au Mali, 8,90% au Burkina, 9,50% au Bénin, 10,06% au Niger et 10,23% en Guinée-Bissau.

2.2 - Activité économique

Evolution favorable de l'activité économique

Au cours du semestre, l'activité économique dans les pays de l'UEMOA reste marquée par les effets positifs des résultats satisfaisants enregistrés lors de la campagne agricole 2012/2013. La production industrielle et les activités commerciales ont maintenu leur tendance haussière. Ainsi, au cours du deuxième trimestre 2013, l'indicateur synthétique de conjoncture² (ISC) montre une amélioration de l'activité économique, sous l'impulsion de l'ensemble des secteurs d'activité.



a. Production industrielle

Entre le premier et le deuxième trimestre 2013, l'indice de la production industrielle a enregistré une baisse de 3,7%. Cette contraction saisonnière de l'indice est imputable essentiellement au reflux de la production des industries manufacturières (-13,5%) et correspond au cycle habituel de la campagne d'égrenage de coton dans la plupart des pays de l'Union.

La baisse trimestrielle de l'indice global masque toutefois l'augmentation de la production industrielle dans le secteur énergétique (+7,8%), dont la production est en amélioration dans la plupart des pays de l'Union, ainsi que dans le secteur minier (+0,7%) au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Togo.

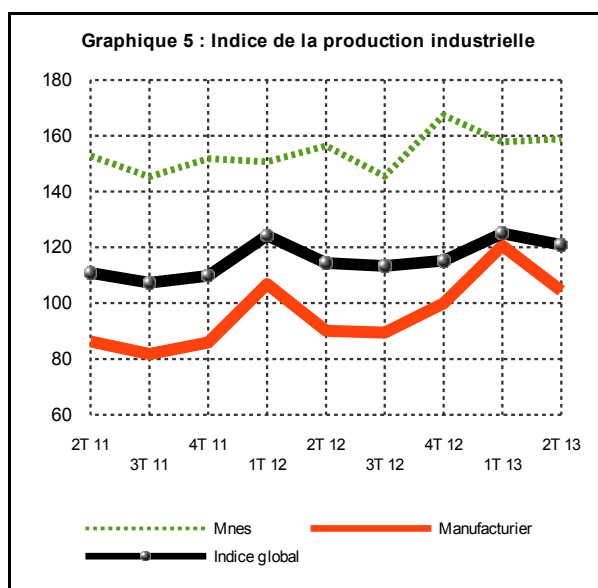
² Les analyses sont effectuées sur la base des indicateurs de soldes d'opinions, sauf pour les activités industrielles et commerciales.

Hausse de l'indice de la production industrielle, en glissement annuel.

La bonne tenue dans les secteurs de l'énergie et des mines est observée sur plusieurs trimestres et maintient la croissance de moyen terme de l'indice de la production industrielle. Au cours du deuxième trimestre 2013, l'indice est ressorti en hausse de 5,2% en glissement annuel. Cette augmentation est relevée dans l'ensemble des secteurs d'activité.

Ainsi, dans le secteur manufacturier, la production industrielle est en augmentation de 15,8%, en glissement annuel, au deuxième trimestre 2013, reflétant le dynamisme des unités agroalimentaires dans presque tous les pays de l'Union. Ce dynamisme est consécutif à la bonne campagne agricole et à la hausse de la demande.

La progression de l'indice au deuxième trimestre 2013, en glissement annuel, s'explique également par les bonnes performances enregistrées dans le secteur de textile, grâce à la hausse de la production de coton, ainsi que le raffinage de pétrole brut en Côte d'Ivoire et au Niger.



Dans le secteur des industries extractives, la production est en augmentation de 1,6%, en glissement annuel. Bien qu'en décélération par rapport à l'année passée, la production est soutenue par le secteur aurifère au Burkina et en Côte d'Ivoire, par l'extraction de pétrole brut et gaz en Côte d'Ivoire et par la production de phosphate au Togo.

La production dans le secteur de l'énergie est également ressortie en hausse en glissement annuel (4,6%) en relation avec le relèvement de la capacité de production dans presque tous les pays de l'UEMOA.

Par pays, au deuxième trimestre 2013, l'indice de la production industrielle s'est accru, en glissement annuel, de 32,7% au Burkina, 27,9% en Guinée-Bissau, 19,5% en Côte d'Ivoire et 9,0% au Mali. En revanche, l'indice a baissé au Bénin (-21,3%), au Niger (-13,4%), au Togo (-7,7%) et au Sénégal (-4,7%). La baisse de la production industrielle au Bénin et au Sénégal est relevée notamment dans le secteur de l'agro-industrie, conséquence d'une production agricole limitée, lors de la dernière campagne dans ces deux pays. Au Niger, le recul de la production industrielle refléterait le ralentissement de la production de l'uranium, en rapport avec la situation sécuritaire.

Tableau 4 : Variation de l'Indice de la production industrielle (%)							
	Trimestrielle		Annuelle (Glissement)			Moyenne**	
	1 ^e T 2013	2 ^e T 2013*	2 ^e T 2012	1 ^e T 2013	2 ^e T 2013*	2012	2013
Bénin	9,7	-9,4	11,4	-5,7	-21,3	4,9	-13,8
Burkina	112,5	-31,1	26,8	23,9	32,7	11,0	27,3
Côte d'Ivoire	-5,9	5,8	2,9	13,2	19,5	5,2	16,3
Guinée-Bissau	13,5	2,2	-0,6	18,4	27,9	4,1	23,0
Mali	3,0	-25,3	-6,3	6,4	9,0	-8,1	7,5
Niger	-11,4	14,4	3,4	-17,7	-13,4	12,0	-15,4
Sénégal	2,4	-0,1	-2,3	-7,4	-4,7	0,5	-6,1
Togo	-3,8	-6,9	2,1	-1,7	-7,7	9,2	-4,7
UEMOA	8,5	-3,7	3,7	0,4	5,2	4,2	2,7

Source : BCEAO.

* Données provisoires pour juin 2013

** moyenne des six premiers mois de l'année

b. Bâtiments et travaux publics

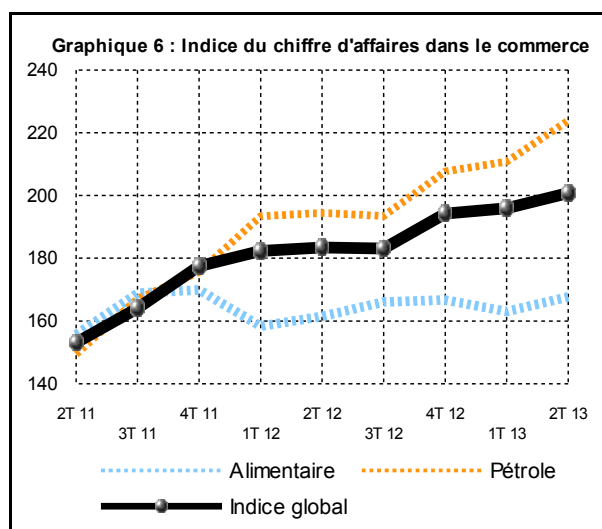
De l'avis des chefs d'entreprises, une évolution favorable est observée dans le secteur des bâtiments et travaux publics au deuxième trimestre 2013. Cette situation est en rapport avec la poursuite des travaux d'infrastructures publiques entrepris dans les pays de l'Union. Par pays, l'activité économique est demeurée en hausse au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Niger et au Togo. Une stabilité est enregistrée au Sénégal. En revanche, un repli de l'activité dans les Bâtiments et travaux publics est relevé en Guinée-Bissau et au Mali

c. Activité commerciale

Hausse trimestrielle du chiffre d'affaires dans le commerce.

L'indice du chiffre d'affaires dans le commerce a repris sa hausse au cours du deuxième trimestre 2013. Sa variation trimestrielle de 2,5%, est le reflet des ventes de produits pétroliers (+6,3%), d'articles d'habillement (+4,0%) et de biens alimentaires (+2,9%).

Dans la branche alimentaire, l'augmentation du chiffre d'affaires, d'un trimestre à l'autre, reflète l'évolution du marché des produits non transformés de la pêche, de la pisciculture et de l'aquaculture, notamment dans les pays côtiers. Dans ce secteur, les prix ont sensiblement augmenté, en même temps que la demande.



La hausse du chiffre d'affaires traduit également l'évolution des ventes des céréales dans les pays de l'Union. Les prix sont restés à un niveau élevé sur la plupart des marchés, nonobstant la baisse constatée au cours du trimestre, alors que la levée progressive des entraves à la libre circulation semble expliquer un accroissement des volumes vendus.

Quant aux produits pétroliers, les ventes résultent de l'augmentation de la demande, en liaison avec les travaux d'extraction minière au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger. Dans le secteur des articles d'équipement de la personne, l'augmentation des ventes découle notamment de la demande, redynamisée par les opérations promotionnelles et le lancement de nouvelles impressions de tissus, en Côte d'Ivoire notamment.

Tableau 6 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires							
	Trimestrielle		Annuelle (Glissement)			Moyenne**	
	1 ^e T 2013	2 ^e T 2013*	2 ^e T 2012	1 ^e T 2013	2 ^e T 2013*	2012	2013
Bénin	0,1	10,6	30,6	-0,2	10,1	27,8	4,9
Burkina	15,6	2,5	24,1	41,0	38,9	17,2	39,9
Côte d'Ivoire	2,6	5,8	43,5	13,1	16,8	41,8	14,9
Guinée-Bissau	-5,5	-7,5	43,8	4,4	-15,8	49,1	-6,4
Mali	1,4	11,6	2,8	1,4	21,3	10,2	11,0
Niger	-32,3	51,4	11,0	-26,9	11,1	6,4	-7,9
Sénégal	1,3	6,4	-3,0	2,5	10,8	0,4	6,6
Togo	10,9	9,3	-0,8	13,3	15,5	-1,7	14,5
UEMOA (*)	0,8	2,5	19,9	7,5	9,5	20,4	8,5

Source : BCEAO.

* Données provisoires pour juin 2013

** moyenne des six premiers mois de l'année

En glissement annuel, l'indice du chiffre d'affaires dans le commerce est en hausse de 9,5%. Cette évolution est liée à la bonne orientation, par rapport à l'année précédente, de l'activité dans le commerce des automobiles, motocycles et pièces détachées (+24,0%), des produits pétroliers (+15,1%) et des produits pharmaceutiques (+7,1%).

La hausse des ventes d'automobiles, motocycles et pièces détachées, par rapport à l'année passée, est toujours liée au renouvellement du parc automobile des entreprises et Administration publique et aux efforts de la croissance dans les pays concernés. S'agissant des produits pétroliers, la progression des ventes reste liée à la demande, la bonne orientation du chiffre d'affaires traduisant l'amélioration de l'environnement économique et l'accroissement du trafic inter-urbain dans les pays de l'UEMOA.

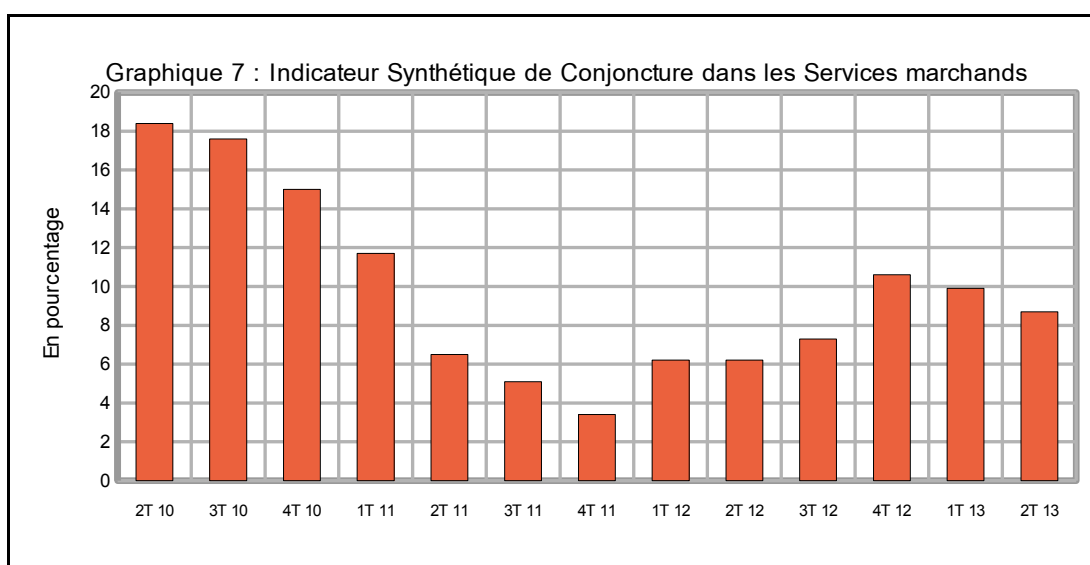
Cependant, par rapport au même trimestre de l'année précédente, les ventes de textiles et d'habillement sont ressorties en baisse. C'est cette situation qui semble expliquer les campagnes de promotion entreprises par les unités de production de tissus au cours du trimestre, visant à relancer la demande.

Par pays, il est relevé un accroissement du chiffre d'affaires au Burkina (+38,9%), au Mali (+21,3%), en Côte d'Ivoire (+16,8%), au Togo (+15,5%), au Niger (+11,1%), au Sénégal (+10,8%) et au Bénin (+10,1%). En Guinée-Bissau, en revanche, l'indice du chiffre d'affaires s'est contracté de 15,8%.

d. Services marchands

Bonne tenue de l'activité dans le secteur des services marchands.

Selon la majorité des chefs d'entreprise, la bonne orientation de l'activité économique dans les services marchands s'est poursuivie, en glissement annuel, au deuxième trimestre 2013. Ce dynamisme est constaté notamment dans les branches «Transports, entreposage et communication» et «Intermédiation financière».



L'activité dans le secteur des services marchands est en hausse, par rapport à l'année passée, au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Niger et au Sénégal. Une relative stabilité est observée au Bénin, au Mali, et au Togo, tandis qu'une baisse est relevée en Guinée-Bissau, au deuxième trimestre 2013.

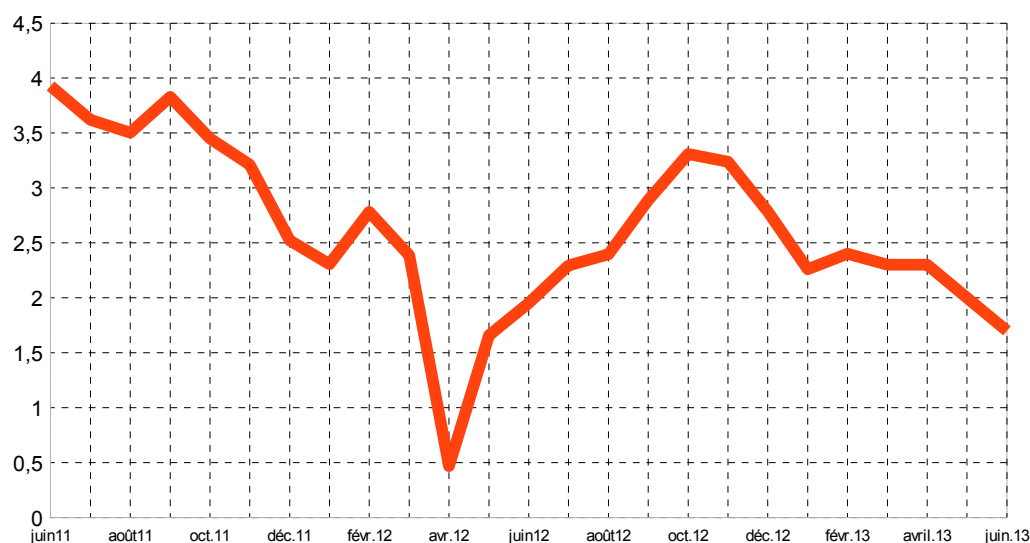
2.3 - Inflation et compétitivité

2.3.1 - Evolution de l'inflation

Diminution du taux d'inflation.

L'orientation baissière du taux d'inflation observée depuis le quatrième trimestre 2012 s'est poursuivie au deuxième trimestre 2013. Le taux d'inflation dans l'UEMOA, en glissement annuel, est passé de 2,8% à fin décembre 2012 à 2,3% à fin mars 2013 et à 1,7% à fin juin 2013. En moyenne trimestrielle, la progression des prix s'est établie à 2,0% au deuxième trimestre 2013 contre 2,3% au premier trimestre 2013. Cette décélération de l'inflation est le reflet de la détente des prix des céréales locales, induite par la progression de la production céréalière au cours de la campagne agricole 2012/2013. Elle est liée également à la baisse des prix des carburants au Bénin et en Côte d'Ivoire au cours du deuxième trimestre 2013.

Graphique 8 : Variation en glissement annuel de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA



Entre mars et juin 2013, le taux d'inflation est ressorti en baisse dans la plupart des pays de l'Union. Les replis les plus significatifs sont observés au Bénin (1,9 point de pourcentage) et au Togo (1,4 point). Le taux d'inflation a diminué de 0,7 point de pourcentage au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Mali.

Les composantes de l'inflation ont eu des contributions quasiment équilibrées. En effet, la baisse des prix des céréales (3,1%) s'est traduite par une réduction significative de la contribution des produits alimentaires à l'inflation globale. La contribution de la fonction « Alimentation » à la progression des prix, en glissement annuel, est ainsi passé de 0,9 point de pourcentage à fin mars 2013 à 0,4 point de pourcentage à fin juin 2013.

Cette composante « produits alimentaires » reste cependant la principale source d'inflation, du fait du renchérissement des légumes (+15,5%) et du poisson frais (+6,2%). Les composantes « Hôtels, restaurants », « Enseignement » et « Habillement » ont contribué chacune à hauteur de 0,3 point de pourcentage, à l'inflation à fin juin 2013. L'évolution de la fonction « Hôtels, restaurants » est le reflet du renchérissement des services de restauration dans la plupart des pays. La hausse des prix au niveau de la composante « Enseignement » est liée essentiellement à la progression des frais d'inscription dans les Universités publiques en Côte d'Ivoire. Quant à la fonction « Habillement », l'évolution est due principalement à l'augmentation des prix des tissus observée dans plusieurs pays de l'Union.

A fin juin 2013, les écarts d'inflation restent significatifs entre les pays. Le taux d'inflation en glissement annuel à fin juin 2013 s'est établi à 2,9% en Côte d'Ivoire, 2,5% au Niger et 2,1% au Togo. En Côte d'Ivoire, la progression des prix est en rapport avec le renchérissement des produits alimentaires, notamment des poissons, des légumes et des tubercules, et également avec l'augmentation du prix du gaz domestique, des services d'enseignement dans le supérieur

et des articles d'habillement. Au Niger, les tensions sont observées sur le prix de la viande (+7,5%), des loyers (+10,0%) et de l'eau vendue dans les bornes fontaines (+6,8%). Le taux d'inflation au Togo est imprimé par l'augmentation de 42,5% du prix du gaz et le renchérissement des produits alimentaires, en particulier les légumes et les tubercules.

Tableau 6 : Taux d'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA							
Pays	2011	2012	juin - 2012	déc - 2012	avril - 2013	mai - 2013	juin - 2013
Bénin	2,7	6,7	6,7	6,8	3,1	1,9	0,7
Burkina	2,8	3,8	3,5	1,7	2,3	1,1	1,1
Côte d'Ivoire	4,9	1,3	1,0	3,4	3,9	3,5	2,9
Guinée-Bissau	5,1	2,1	1,7	1,7	1,8	1,0	1,0
Mali	3,0	5,3	6,5	2,4	-1,2	-1,7	-1,3
Niger	2,9	0,5	-0,1	0,7	1,4	1,2	2,5
Sénégal	3,4	1,4	0,2	1,1	0,3	1,2	0,7
Togo	3,6	2,6	2,0	2,9	2,4	1,8	2,1
UEMOA	3,9	2,4	2,0	2,8	2,3	2,0	1,7

Sources : BCEAO, INS.

En revanche, une baisse des prix a été enregistrée au Mali (-1,3%). La baisse au Mali est liée au repli des prix des denrées alimentaires, en particulier des céréales (-20,2%), du poisson frais et fumé (-10,0%) et du sucre (-10,2%), les prix de ces produits alimentaires ayant fortement augmenté en 2012, en rapport avec la crise politique dans le pays.

Par origine géographique, la hausse des prix est plus importante pour les produits importés (+2,1%) que pour les produits locaux (+1,4%). La hausse des prix des biens importés résulte essentiellement du renchérissement des carburants, du gaz, du lait et des tissus. La hausse des prix des biens produits localement, reste liée à l'augmentation des prix des denrées alimentaires, notamment des produits de la pêche, de la viande, ainsi que des combustibles solides et des tarifs de restauration.

Les composantes « Produits locaux » et « Produits importés » ont contribué respectivement pour 1,1 point et 0,6 point de pourcentage à l'inflation, en glissement annuel, à fin juin 2013.

Tableau 7 : Evolution des prix des biens et services en glissement annuel							
	Composantes	Pondération (en %)	juin - 2012	mars- 2013	avril - 2013	mai - 2013	juin - 2013
Variations annuelles (en %)	Biens	60,1	1,8	2,3	2,3	2,1	1,8
	Services	39,9	2,3	2,0	2,0	1,8	1,7
Contributions (en points de pourcentage)	Biens	60,1	1,1	1,5	1,5	1,4	1,1
	Services	39,9	0,9	0,8	0,8	0,6	0,6

Sources : BCEAO, INS.

La décomposition de l'indice des prix selon la nature des produits indique que l'inflation à fin juin 2013 reste imputable à la fois au renchérissement des biens (+1,8%) et à la hausse des prix des services (+1,7%). La hausse des prix des services résulte de l'augmentation, en rythme annuel, des prix des services d'enseignement en Côte d'Ivoire, des coûts des transports, notamment au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Mali, ainsi que des frais de restauration. Les prix des biens et des services ont contribué respectivement à hauteur de 1,1 point et 0,6 point de pourcentage à l'inflation en glissement annuel à fin juin 2013.

Le taux d'inflation sous-jacente est ressorti en baisse

Le taux d'inflation sous-jacente, mesuré par l'évolution de l'indice des prix hors produits frais et énergie, est ressorti, en glissement annuel, à 1,7% à fin juin 2013 contre 2,0% à fin mars 2013. La hausse des prix des produits frais est passée de 3,4% à fin mars 2013 à 1,2% à fin juin 2013. Cette décélération est liée au reflux des prix des céréales locales. De même, l'augmentation des prix de la rubrique énergie est ressortie à 2,5% à fin juin 2013 contre 2,8% à fin mars 2013, en rapport avec la baisse des prix des carburants au Bénin et en Côte d'Ivoire au cours du deuxième trimestre 2013.

Tableau 8 : Evolution de l'inflation sous-jacente							
	Composantes	Pondération (en %)	juin-2012	mars-2013	avril-2013	mai-2013	juin-2013
Variations annuelles (en %)	Produits frais	16,6	1,5	3,4	3,1	2,3	1,2
	Energie	7,5	0,5	2,8	3,6	2,3	2,5
	Inflation sous-jacente	75,9	2,2	2,0	2,0	1,7	1,7
	Inflation globale	100	2,0	2,3	2,3	2,0	1,7
Contributions (en points de pourcentage)	Produits frais	16,6	0,2	0,6	0,5	0,4	0,2
	Energie	7,5	0,0	0,2	0,3	0,2	0,2
	Inflation sous-jacente	75,9	1,7	1,5	1,5	1,3	1,3

2.3.2 - Evolution de la compétitivité

Légère perte de compétitivité, par rapport au deuxième trimestre 2012.

L'Union a enregistré une légère perte de compétitivité au deuxième trimestre 2013 par rapport à la même période de 2012. En effet, l'évolution de la position concurrentielle de l'Union, appréciée à partir de l'indice du taux de change effectif réel, indique une perte de compétitivité de 0,1% par rapport à ses principaux partenaires contre un gain de 0,2% observé le trimestre précédent.

La perte de compétitivité enregistrée au deuxième trimestre 2013 est liée à la hausse de l'indice du taux de change effectif nominal de 1,6%, atténuée par un différentiel d'inflation favorable à l'Union de 1,4 point de pourcentage. La remontée de l'euro par rapport au dollar est le principal facteur de la dépréciation des monnaies des partenaires.

La perte de compétitivité est enregistrée par rapport aux partenaires industrialisés (1,8%), notamment ceux de la Zone euro (0,6%). En revanche, une amélioration de la position concurrentielle est observée par rapport aux partenaires environnants (3,2%), aux Etats émergents (1,7%) et aux pays asiatiques (1,1%).

Tableau 9 : Variation du taux de change effectif réel selon les partenaires (en pourcentage)										
Pays partenaires	Années		Trimestrielles			Annuelles (glissement)			Cumulée depuis 1994	
	2012	2013 (*)	4 ^e T 2012	1 ^e T 2013 (*)	2 ^e T 2013 (*)	4 ^e T 2012	1 ^e T 2013 (*)	2 ^e T 2013 (*)	A fin mars 2013 (*)	A fin juin 2013 (*)
Industrialisés	-0,7	1,7	0,5	1,2	-0,3	0,3	1,2	1,8	-18,0	-18,3
Zone euro	0,5	0,4	-0,3	0,3	-0,4	0,9	0,5	0,6	-18,5	-18,7
Environnants	-4,1	-2,5	1,8	-0,2	-2,3	-5,8	-3,6	-3,2	-56,9	-57,9
Asiatiques	-5,3	-0,3	3,2	2,3	-3,4	-3,2	-0,3	-1,1	-31,6	-33,9
Pays UE25	0,1	0,6	-0,2	0,6	-0,3	0,4	0,5	0,8	-19,4	-19,6
Emergents	-5,7	-1,1	2,9	1,7	-3,2	-4,2	-1,4	-1,7	-30,8	-33,0
Zone franc (Afrique)	0,2	-0,5	-0,7	0,4	0,1	0,3	-0,2	-0,5	-0,4	-0,4
Ensemble	-2,4	0,3	1,2	1,1	-1,2	-1,8	-0,2	0,1	-28,4	-29,3

Source : BCEAO.

(*) Estimations

(+) Appréciation du TCER ou perte de compétitivité

(-) Dépréciation du TCER ou gain de compétitivité

Une dégradation de la position concurrentielle, en glissement annuel, a été observée au deuxième trimestre 2013 en Côte d'Ivoire (1,6%), au Niger (1,4%), au Togo (0,3%) et au Burkina (0,2%). En revanche, un gain de compétitivité-prix a été enregistré dans les pays de l'Union ayant enregistré les meilleures performances en terme d'inflation, notamment au Mali (3,4%), en Guinée-Bissau (1,1%), au Bénin (0,9%) et au Sénégal (0,8%).

2.4 – Finances Publiques

L'exécution des opérations financières des Etats s'est soldée au deuxième trimestre 2013 par une aggravation des déficits publics, comparativement à la même période de 2012. Le déficit global, base engagements, hors dons, est estimé à 655,2 milliards à fin juin 2013 contre 393,5 milliards un an auparavant. L'excédent du solde budgétaire de base a enregistré une baisse, passant de 140,6 milliards en juin 2012 à 36,8 milliards pendant la période sous revue, en liaison avec la hausse des dépenses publiques au cours de la période.

Les recettes budgétaires totales des Etats de l'Union ont augmenté de 4,2% en juin 2013, ressortant à 4.006,3 milliards contre 3.844,9 milliards un an plus tôt. Cette hausse est imputable aux efforts déployés par tous les Etats pour améliorer le recouvrement des recettes fiscales.

Les dépenses et prêts nets se sont accrus de 10,0%, en passant de 4.238,4 milliards à fin juin 2012 à 4.661,5 milliards à fin juin 2013. Cette situation s'explique par l'augmentation des dépenses courantes notamment les charges de personnel et les transferts et subventions.

Les dépenses en capital dans les pays de l'Union se sont accrus de 21,8%, en liaison avec la poursuite de l'exécution des investissements publics qui ont enregistré une hausse sensible, notamment en Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger. Le niveau des dépenses en capital est ressorti à 1.352,1 milliards en fin juin 2013 contre 1.110,4 milliards à la même période de l'année dernière.

2.5 – Secteur extérieur³

Le déficit de la balance commerciale de l'Union s'est creusé de 156,7 milliards, en passant de 497,7 milliards au premier trimestre 2013 à 654,4 milliards au deuxième trimestre 2013. Cette évolution est imputable à une hausse des importations (+6,5%) plus importante que celle des exportations (+2,6%).

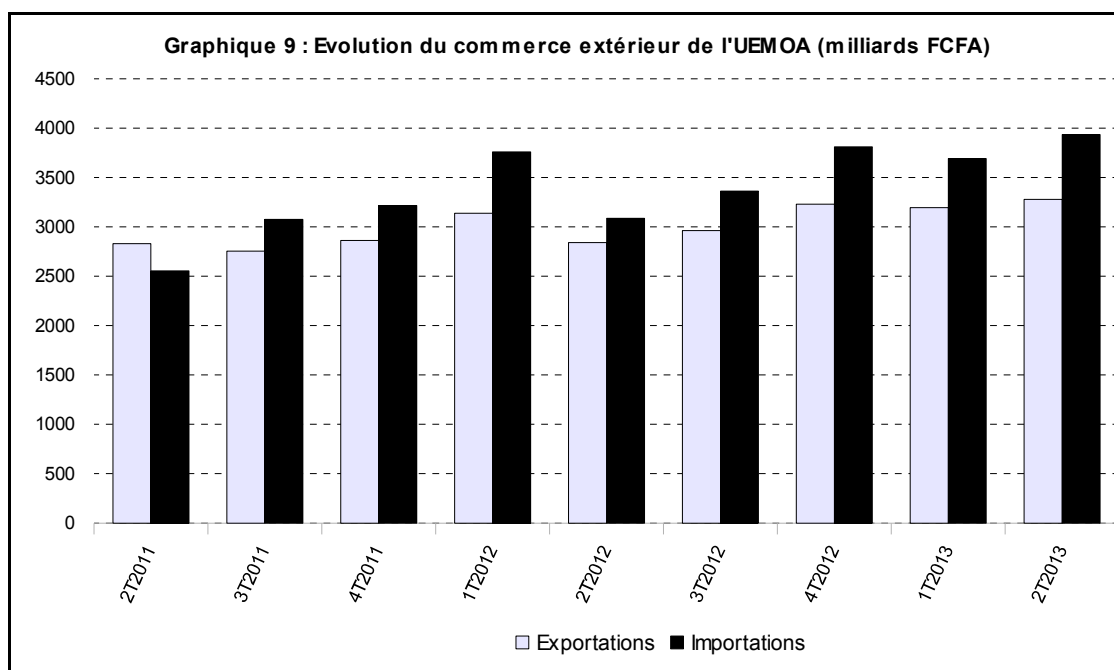
Les exportations sont passées de 3.195,0 milliards au premier trimestre 2013 à 3.279,6 milliards au deuxième trimestre, grâce aux ventes extérieures de coton (+25,4%), de noix de cajou (+35,0), du cacao (+6,9%) et de produits pétroliers (+3,6%). La tendance a, toutefois, été atténuée par le repli des exportations d'uranium (-18,0%) et d'or (-6,5%), sous l'effet conjugué de la baisse des volumes et des cours.

S'agissant du commerce extérieur intra-UEMOA, la matrice provisoire au titre du deuxième trimestre 2013 fait ressortir une tendance haussière des échanges intra-UEMOA. Ceux-ci sont, en effet, estimés à 613,2 milliards contre 585,5 milliards un trimestre plus tôt, soit une hausse de 4,7%. La part des échanges intra-régionaux de biens dans le total des flux commerciaux des pays de l'UEMOA est ressortie à 15,5%. La Côte d'Ivoire et le Sénégal, respectivement à l'origine de 37,1% et 20,0% des exportations totales restent les principaux fournisseurs intra-régionaux. Les principaux produits échangés sont le pétrole, les préparations alimentaires, les produits du crû (céréales, animaux vivants) et les huiles alimentaires.

L'importance des ventes à l'extérieur du coton s'explique par la hausse des embarquements au cours de la période qui coïncide avec l'intensification des activités des unités d'égrenage de coton au cours de la période de campagne. L'augmentation des exportations de cajou, d'un trimestre à l'autre, malgré la stabilité des cours internationaux, s'explique essentiellement par la hausse du volume du fait du pic dans les exportations de ce produit généralement observé au cours du trimestre sous revue. Quant à la baisse observée de la vente à l'extérieur de l'uranium, elle résulte du ralentissement de la production des sociétés minières, depuis la deuxième moitié du mois de mai 2013. La tendance baissière observée au niveau du métal jaune s'explique essentiellement par la chute des cours internationaux de ce produit.

Selon l'orientation géographique, les exportations de biens ont été principalement impulsées par les ventes à destination des pays de la Zone euro, qui ressortent à 1.079,0 milliards, contre 1.051,2 milliards un trimestre plus tôt. Les expéditions de biens vers cette zone sont constituées en grande partie de produits agricoles tels que le cacao, le café, le coton, le caoutchouc, le bois, ainsi que les produits pétroliers, l'or, les produits de la pêche et l'uranium. Les exportations de l'Union vers les autres régions ressortent à 1.587,5 milliards contre 1.558,4 milliards un trimestre plus tôt et portent essentiellement sur l'or, le coton, la noix de cajou, les produits pétroliers, le phosphate et les produits chimiques.

³ Estimations au deuxième trimestre 2013. Les échanges ont été estimés à partir des données provisoires communiquées par les pays, des dernières réalisations et des principales évolutions de l'environnement économique international et régional lors de la période sous revue. Les importations sont évaluées sur une base FOB.



Les importations sont estimées à 3.934,1 milliards en valeur FOB au cours du deuxième trimestre 2013, en hausse de 5,3% par rapport au trimestre précédent, sous l'effet conjugué de la hausse du volume et des prix de la plupart des principaux produits importés par les pays de l'UEMOA sur la période sous revue. La progression des importations est essentiellement localisée au niveau des produits pétroliers (+13,3%), ainsi que des biens d'équipement et intermédiaires (+12,7%), en ligne avec l'intensification des travaux de réalisation d'infrastructures publiques et le développement de projets miniers et pétroliers dans certains pays de l'Union.

Selon la ventilation géographique, les importations proviennent des pays de la Zone euro pour un montant de 1.329,7 milliards au deuxième trimestre 2013, contre 1.248,1 milliards un trimestre plus tôt. Ces achats à l'extérieur portent essentiellement sur les biens d'équipement, les produits pétroliers raffinés, les biens intermédiaires, les produits alimentaires, en particulier le blé et le lait, ainsi que les produits pharmaceutiques. En provenance des autres pays, les importations de l'Union sont passées de 1.859,1 milliards au 31 mars 2013 à 1.991,2 milliards à fin juin 2013. Les achats en provenance des autres régions du monde sont dominés par le riz fourni en particulier par la Thaïlande, l'Inde et le Pakistan, le sucre par le Brésil, ainsi que les biens d'équipement et intermédiaires expédiés essentiellement par la Chine, l'Inde, le Japon et les Etats-Unis. S'agissant des échanges intra-communautaires, le Mali et le Burkina occupent les première et deuxième places des importateurs, avec respectivement 30,6% et 19,4% des approvisionnements.

Comparé au même trimestre de l'année précédente, le solde de la balance commerciale de l'Union affiche une détérioration de 116,9 milliards, en raison d'une hausse des importations (+7,3%) plus importante que celle des exportations (+4,9%). La progression des exportations s'explique par l'amélioration des ventes à l'extérieur du coton (+26,6%), du fait de l'accroissement

de la production dans la plupart des pays producteurs de l'Union, par rapport à la campagne précédente, suite aux réformes introduites dans le secteur, ainsi que de la hausse des ventes à l'extérieur de la noix de cajou (+27,3%) liée à la bonne campagne observée. Les exportations ont également bénéficié d'une évolution favorable des exportations du cacao (+7,3%), des produits pétroliers (+6,7%) et du café (+3,2%).

Pour ce qui concerne les importations, la hausse en glissement annuel est essentiellement localisée au niveau des acquisitions de biens intermédiaires et d'équipement. L'évolution des achats à l'extérieur des biens d'équipement et intermédiaires est en rapport avec la poursuite et l'intensification des investissements publics et privés, du fait notamment de la mise en œuvre d'importants projets de construction d'infrastructures économiques et sociales en Côte d'Ivoire et du développement de nouveaux projets miniers et pétroliers dans certains pays de l'Union, tels que le Burkina et le Niger

Globalement, le taux de couverture des importations par les exportations est ressorti à 83,4% à fin juin 2013, contre 86,5% à fin mars 2013 et 85,3% à fin juin 2012.

2.6 - Secteur monétaire et financier

2.6.1 - Evolution de la situation monétaire de l'Union

La masse monétaire dans l'UEMOA a augmenté à fin mai 2013, comparée à fin mars 2013. En effet, elle a enregistré une progression de 1,9% pour se fixer à 15.473,1 milliards à fin mai 2013 contre 15.178,0 milliards à fin mars 2013 et 13.904,4 milliards un an plus tôt.

Les dépôts à vue ont enregistré une hausse de 4,7% à 6.203,5 milliards, tout comme les dépôts à terme, qui ont augmenté de 1,3% pour s'établir à 5.331,5 milliards au cours de la période sous revue.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont repliés, à fin mai 2013, par rapport à fin mars 2013, pour se situer à 5.356,8 milliards. Cette situation est liée à une diminution sensible des avoirs extérieurs nets des banques et un léger accroissement de ceux de la Banque Centrale.

L'encours du crédit intérieur est ressorti à 12.481,9 milliards à fin mai 2013 contre 12.088,8 milliards à fin mars 2013, en hausse de 3,3%. Cette évolution traduit une augmentation des concours au secteur privé de 1,8% et un accroissement des créances nettes aux Etats de 7,2%. La progression des crédits à l'économie est attribuable à une augmentation de 1,3% des crédits à court terme et une évolution de 2,5% des crédits à moyen et long terme.

2.6.2 - Evolution du marché monétaire

Au cours du deuxième trimestre 2013, la Banque Centrale a poursuivi les opérations d'injection de liquidités. Sur le marché à une semaine, le montant moyen hebdomadaire injecté s'est accru de 88,5 milliards, passant de 557,7 milliards au premier trimestre 2013 à 646,2 milliards au cours de la période sous revue. Sur le guichet à un mois, le montant

Poursuite de la hausse du montant mis en adjudication par la BCEAO.

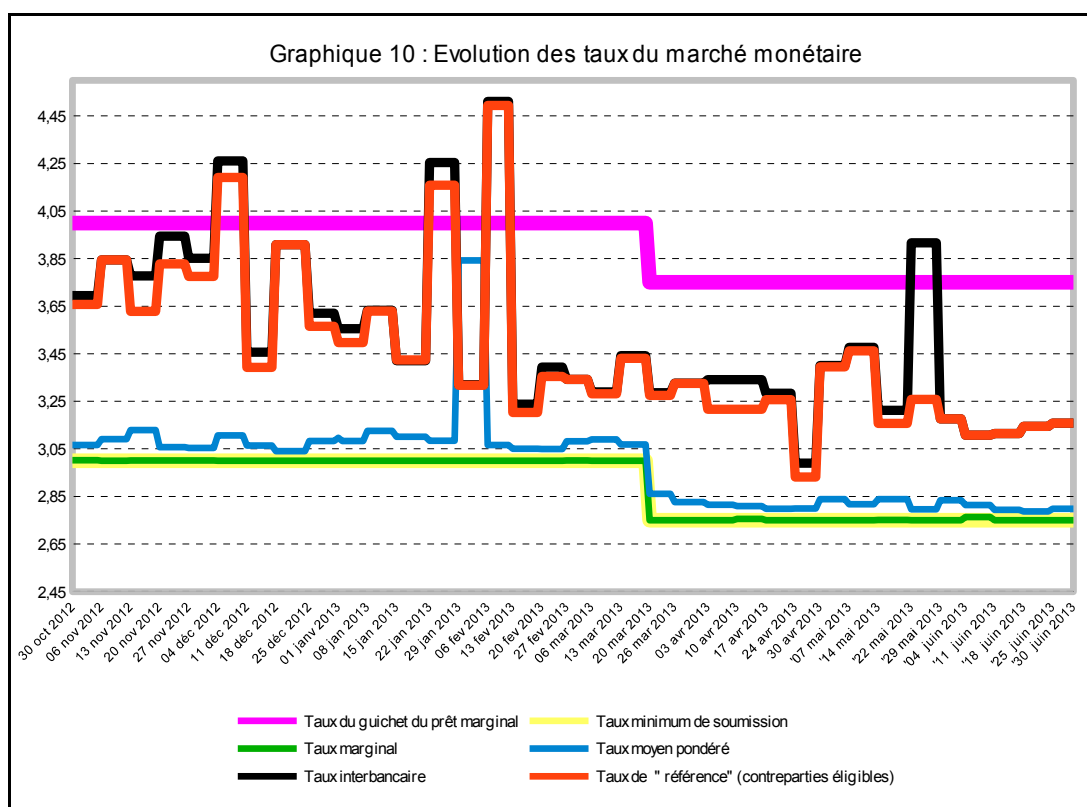
moyen mensuel mis en adjudication a été maintenu stable à 450,0 milliards depuis fin mars 2013.

Les opérations d'injection de liquidité ont été réalisées à taux variables et assorties d'un taux minimum de soumission de 2,75%, à compter du 16 mars 2013. Sur le guichet hebdomadaire, le taux moyen pondéré s'est replié, passant de 3,02% à fin mars 2013 à 2,81% à fin juin 2013. Sur le guichet à un mois, le taux moyen pondéré est ressorti à 2,87%, en recul de 23 points de base par rapport à la situation du trimestre précédent.

Le marché interbancaire est apparu plus animé au cours du deuxième trimestre 2013, comparativement au trimestre précédent. En effet, le volume moyen des opérations sur ce marché, toutes maturités confondues, a augmenté, pour se fixer à 111,6 milliards au cours du trimestre sous revue contre 97,9 milliards au trimestre précédent. Cette évolution du volume des opérations a concerné principalement le compartiment à une semaine, sur lequel le volume moyen hebdomadaire des opérations est passé de 67,2 milliards au premier trimestre 2013 à 75,5 milliards au deuxième trimestre 2013.

Le taux moyen pondéré des opérations sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, est passé de 3,94% au premier trimestre 2013 à 3,79% au cours de la période sous revue. Sur le compartiment à une semaine, le taux est ressorti à 3,24% contre 3,43% un trimestre plutôt, soit une baisse de 19 points de base. Conformément aux attentes, le taux interbancaire à une semaine se situe à l'intérieur du corridor constitué par le taux du prêt marginal de 3,75% et le taux minimum de soumission de 2,75%.

Repli du taux d'intérêt sur le marché interbancaire.



Les opérations au guichet du prêt marginal ont enregistré une baisse au cours du trimestre sous revue. L'encours des prêts sur ce guichet est ressorti en repli de 27,1 milliards au deuxième trimestre 2013, pour se situer à 42,3 milliards. Ces opérations sont réalisées au taux de 3,75% depuis le 16 mars 2013.

Sur le marché des titres publics, l'encours des ressources mobilisées par les Trésors, sous forme de bons, toutes maturités confondues, est évalué à 1.458,8 milliards à fin juin 2013 contre 1.291,9 milliards à fin mars 2013. Les montants mobilisés par les Etats sous forme de bons du Trésor ont atteint 366,4 milliards sur le deuxième trimestre 2013, en hausse de 6,7 milliards par rapport au trimestre précédent. Le taux moyen des Bons des Trésors publics de l'Union s'est situé à 5,25% au cours de la période sous revue, en retrait de 6 points de base par rapport au trimestre précédent.

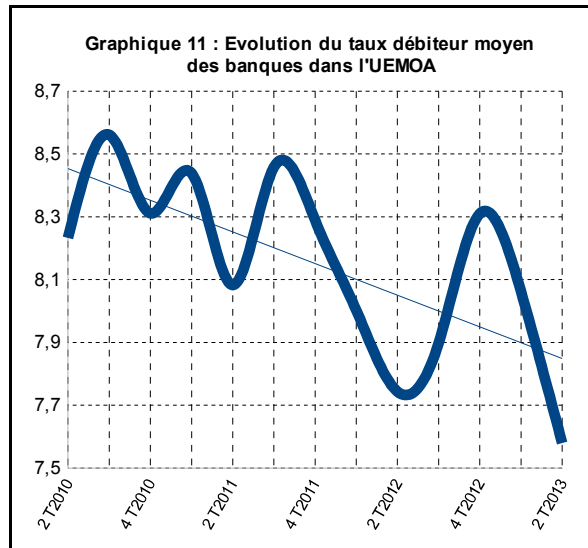
2.6.3 - Evolution des conditions de banque dans l'Union

Baisse des taux débiteurs au niveau régional.

Les taux débiteurs se sont inscrits en repli au deuxième trimestre 2013. En effet, le taux débiteur moyen, hors taxes et charges, est ressorti à 7,58% au deuxième trimestre 2013 contre 8,06% au premier trimestre 2013, soit une diminution de 48 points de base. Cette baisse du taux d'intérêt moyen à l'échelle régionale est liée essentiellement à l'assouplissement des conditions des crédits en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Sénégal.

L'ensemble de la clientèle des banques est concerné par la baisse des taux d'intérêt débiteurs, à l'exception des organismes assimilés à l'Etat et du personnel des banques. Les reflux les plus significatifs sont notés au niveau des entreprises individuelles et des particuliers.

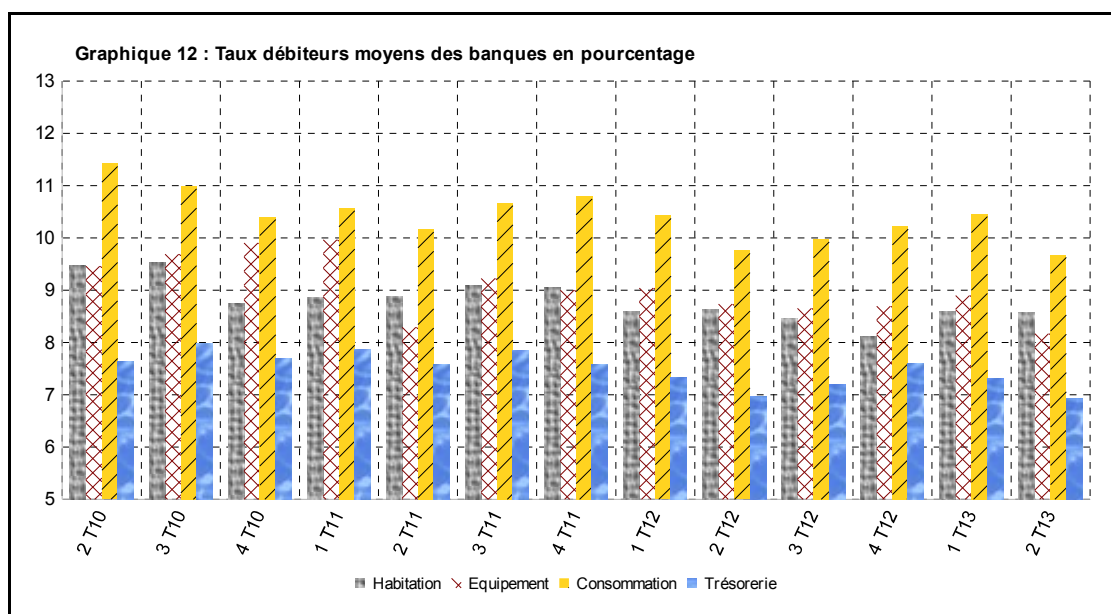
Suivant l'objet du crédit, la contraction des taux débiteurs a concerné notamment les crédits de consommation, d'équipement et de trésorerie.



Accroissement du volume des crédits bancaires.

Le volume des crédits bancaires mis en place au cours du deuxième trimestre 2013 est ressorti en hausse par rapport au trimestre précédent. La moyenne mensuelle, toutes maturités confondues, s'est fixée à 715,8 milliards au cours du trimestre sous revue, soit un accroissement de 29,7%. Cette augmentation reflète notamment le redressement des crédits bancaires observé au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Niger, au Mali, au Bénin et en Guinée-Bissau. Au Burkina, une baisse du volume des mises en place a été observée.

La hausse des crédits bancaires concerne l'ensemble des objets économiques, à l'exception des concours à l'exportation. Les accroissements les plus significatifs ont été enregistrés au niveau des crédits à l'habitation, à des besoins non spécifiés et d'équipement. De même, selon la maturité, les progressions concernent l'ensemble des échéances, à l'exception des prêts de plus de 10 ans.



Suivant la catégorie des clients, la progression des concours des banques concerne l'ensemble de la clientèle des banques, à l'exception du personnel des banques et de l'Etat et organismes assimilés. Les augmentations les plus importantes sont localisées au niveau des divers débiteurs (ONG, amicales, syndicats etc.), des assurances et caisses de retraite, des entreprises privées du secteur productif et des particuliers.

Hausse du volume des dépôts bancaires.

Concernant les dépôts bancaires, les ressources mobilisées par les banques se sont accrues au cours du trimestre sous revue, comparativement au premier trimestre 2013. En moyenne trimestrielle, le volume des dépôts enregistrés est ressorti à 610,5 milliards contre 455,3 milliards au trimestre précédent, soit une progression de 34,2%. Ce redressement est observé dans l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception du Mali, du Burkina et du Sénégal où une baisse a été notée. Les augmentations les plus significatives sont observées au Bénin et au Togo.

L'amélioration du volume des dépôts bancaires est imputable à l'ensemble des agents économiques, à l'exception des coopératives et groupements villageois, des sociétés d'Etat et du personnel des banques. Le taux d'intérêt créditeur est ressorti en légère hausse d'un trimestre à l'autre. En effet, le taux moyen créditeur s'est établi à 5,23% contre 5,20% au cours du trimestre précédent. Cette augmentation des taux a concerné l'ensemble des opérateurs économiques, à l'exception des coopératives et groupements villageois, des entreprises privées du secteur productif et des assurances et caisses de retraite. Les taux

appliqués à ces dernières catégories de clientèle se sont établis respectivement à 5,40%, 5,34% et 5,57%.

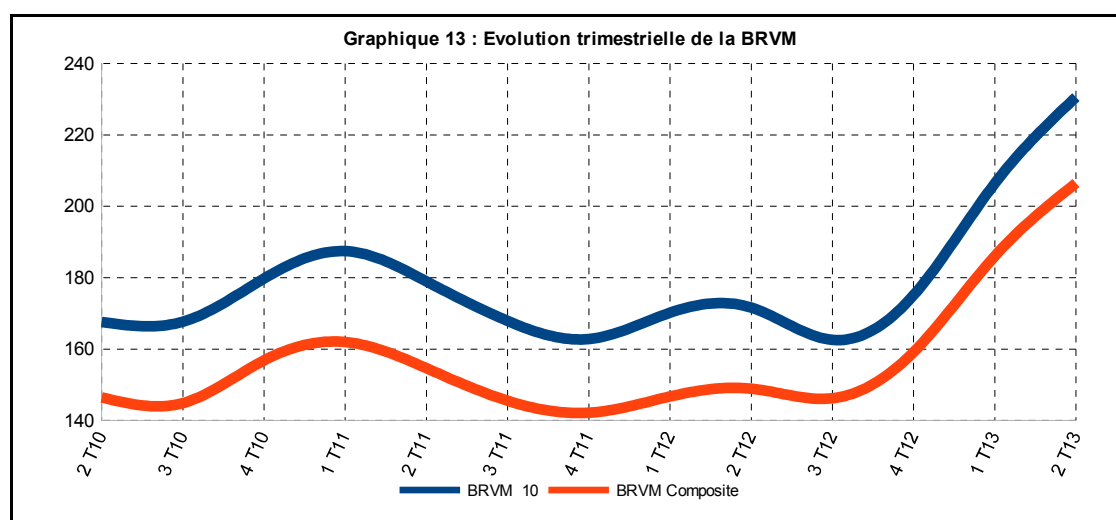
2.6.4 - Evolution du marché financier

Hausse, en glissement annuel, des indices BRVM.

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a été marquée, au cours du deuxième trimestre 2013, par une hausse des indicateurs sur l'ensemble des compartiments du marché par rapport au trimestre précédent.

En effet, l'indice BRVM 10 s'est apprécié de 11,7% pour se fixer à 230,6 points contre 206,5 points au premier trimestre 2013 et 171,6 points un an plus tôt. De même, l'indice BRVM composite a progressé de 11,0% à 206,5 points contre 186,1 points au premier trimestre 2013 et 148,9 points un an plus tôt.

La capitalisation boursière du marché est ressortie à 6.003,7 milliards au cours du trimestre sous revue contre 4.204,2 milliards à la même période de l'année précédente, soit une progression de 42,8%. Cet accroissement de la capitalisation boursière est dû essentiellement à la hausse de 46,7% de la capitalisation du marché des actions et à l'augmentation de 26,2% de celle du marché obligataire.



L'analyse de la capitalisation boursière, en variation trimestrielle, indique une hausse de 11,9% au deuxième trimestre, liée à l'augmentation de 11,0% de la capitalisation du marché des actions et à la progression de 16,9% de celle du marché obligataire.

2.6.5 - Evolution des conditions monétaires⁴

Un assouplissement des conditions monétaires a été observé au cours du deuxième trimestre 2013 comparé à la même période de 2012. En effet, l'indice des conditions monétaires a baissé de 0,8% en glissement annuel au deuxième trimestre 2013. Cette évolution est liée à la

⁴ L'indice des conditions monétaires est un indicateur synthétique permettant d'apprécier les effets conjugués des politiques des taux d'intérêt et de change sur la demande globale. Il est calculé comme une moyenne pondérée du taux de change effectif réel et du taux d'intérêt réel et son évolution est mesurée par rapport au niveau de l'indice correspondant à la période de base (moyenne sur la période 2000-2010).

dépréciation du taux de change effectif réel de 1,2%, conjuguée à une baisse, en glissement annuel, de 1,71 point de pourcentage du taux d'intérêt réel sur le marché interbancaire à une semaine.

Le repli du taux d'intérêt réel reflète une baisse de 1,08 point de pourcentage du taux d'intérêt nominal pondéré sur le marché interbancaire à une semaine, qui s'est situé à 3,24% au cours du trimestre sous revue contre 4,31% à la même période de l'année précédente.

III - PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Les perspectives d'évolution reposent sur des hypothèses formulées sur l'environnement interne et l'environnement international. Les hypothèses relatives à l'environnement international concernent notamment l'inflation importée, les cours mondiaux du pétrole et des produits alimentaires, ainsi que le taux de change de l'euro vis-à-vis du dollar. L'environnement interne est influencé essentiellement par l'évolution de la production céréalière, ainsi que la bonne orientation de l'activité économique dans plusieurs pays.

3.1 - Perspectives économiques sous-régionales

La production céréalière dans l'UEMOA est ressortie en hausse de 24,8% au cours de la campagne 2012/2013. Elle est projetée en hausse de 5% pour les campagnes agricoles 2013/2014 et 2014/2015. En effet, le Centre Régional AGRHYMET annonce une bonne perspective pour la saison d'hivernage 2013, dans un contexte de prix élevés des céréales. Si ces perspectives se confirment, le niveau satisfaisant des stocks alimentaires se maintiendrait, ce qui se traduirait par une moindre pression sur les prix.

L'activité économique dans le secteur moderne devrait continuer à bénéficier des effets favorables des résultats satisfaisants enregistrés lors de la campagne agricole 2012/2013. La production industrielle et les activités commerciales maintiendraient leur tendance haussière, sans augmenter la pression sur les prix. Sur la base des données disponibles, les coûts des facteurs de production, notamment les coûts salariaux et l'énergie apparaissent stables, selon l'opinion des chefs d'entreprise.

Au plan monétaire, la politique accommodante pourrait poursuivre l'ajustement régulier de l'offre de monnaie centrale en fonction de la demande des banques en liquidité. La masse monétaire augmentera au rythme convenu qui la caractérise au cours des derniers mois, soit autour de 2%.

3.2 - Perspectives économiques mondiales

La croissance économique mondiale devrait être modérée en 2013. Selon les estimations du FMI du mois de juillet 2013, le taux de croissance de l'activité mondiale se situerait à 3,1% en 2013, stable par rapport à 2012. Dans la Zone euro, la récession se poursuivra en 2013. En effet, le produit intérieur brut réel de la Zone euro se replierait de 0,6% en 2013 après une baisse de même ampleur en 2012. En revanche, une légère accélération de

l'activité est attendue dans les pays émergents et ceux en développement, en rapport notamment avec le dynamisme des exportations. Toutefois, en Chine, le ralentissement de l'activité se confirme. Il est attendu une reprise progressive de l'activité économique à partir du second semestre 2013 et le PIB mondial devrait croître de 3,8% en 2014. Dans la Zone euro, l'activité progresserait de 0,9% en 2014.

Les cours moyens du pétrole brut (WTI) se sont établis à 94,7 dollars en moyenne au premier semestre 2013. Les prévisions reposent sur un cours du pétrole brut (WTI)⁵ de 98 dollars en 2013 et de 95 dollars en 2014.

Compte tenu des facteurs de risques (incertitudes liées à l'évolution de l'activité économique mondiale, persistance des risques géopolitiques, phénomènes climatiques, etc.), un scénario pessimiste correspondant à un cours moyen du baril de pétrole (WTI) de 102 dollars en 2013 et de 105 dollars en 2014 et un scénario optimiste tablant sur un cours moyen du baril de pétrole de 92 dollars en 2013 et 85 dollars en 2014, ont été retenus.

Les cours mondiaux des produits alimentaires sont ressortis en hausse de 6,9% en moyenne au premier semestre 2013. Selon la FAO, la production mondiale de céréales de la campagne 2013/2014 devrait croître de 7,2% et compenser la baisse observée au cours de la campagne précédente. En particulier, les productions de blé et de riz augmenteraient respectivement de 6,8% et 1,9% et limiteraient les tensions sur les prix. Les prévisions tablent sur une hausse des cours de 5,0% en 2013 et en 2014 dans le scénario central. Le scénario pessimiste prévoit en revanche une progression des cours mondiaux des produits alimentaires de 10% en 2013 et 2014, tandis que le scénario optimiste suppose une baisse de 5,0% des cours en 2013 et 2014.

L'euro s'est échangé contre 1,31 dollar en moyenne au premier semestre 2013. Les prévisions⁶ retiennent un taux de change euro/dollar de 1,26 dollar à fin 2013 et 1,23 dollar à fin 2014. En moyenne, le taux de change euro/dollar est prévu à 1,29 dollar en 2013 et 1,27 dollar en 2014, contre respectivement 1,28 dollar et 1,27 dollar dans le précédent rapport.

Tableau 10 : Hypothèses de prévisions							
	2012	2013			2014		
		Optimiste	Central	Pessimiste	Optimiste	Central	Pessimiste
Baril du pétrole (WTI, en dollar)	95	92	98	102	85	95	105
Taux de change euro/dollar	1,29	1,29			1,27		
Inflation Zone euro (%)	2,5	1,6			1,3		
Cours des produits alimentaires (%)	-1,9	-5,0	5,0	10,0	-5,0	5,0	10,0
Production céréalière de l'Union (%)	24,8	10,0	5,0	-5,0	10,0	5,0	-5,0

Sources : EUROSTAT, BCEAO.

5 Sur la base des marchés à terme de bloomberg.

6 Prévision de la Banque Centrale Européenne.

L'inflation au niveau mondial devrait s'atténuer au cours des prochaines années. Selon les prévisions du FMI, le taux d'inflation dans les pays avancés passerait de 2,0% en 2012 à 1,5% en 2013 et 1,9% en 2014. Pour les pays émergents et en développement, la hausse des prix à la consommation passerait de 6,1% en 2012 à 6,0% en 2013 et 5,5% en 2014. Les prévisions⁷ tablent sur une hausse du niveau général des prix en moyenne dans la Zone euro de 1,4% en 2013 et 1,3% en 2014, contre respectivement 1,6% et 1,3% dans le précédent rapport.

3.3 - Perspectives d'inflation

Le taux d'inflation en glissement annuel passerait de 1,7% à fin juin 2013 à 1,6% à fin septembre 2013. En moyenne, sur le troisième trimestre 2013, la progression des prix serait de 1,7% contre 2,0% au trimestre précédent. La décélération de l'inflation devrait résulter essentiellement d'une hausse des prix des céréales au cours de la période de soudure de 2013, de moindre ampleur que celle observée au cours de l'année précédente. Cette hypothèse est liée à l'offre suffisante de céréales enregistrée sur les marchés.



⁷ *Prévisions de la BCE de juin 2013.*

ANNEXE : Tableaux statistiques

Tableau 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans les pays de l'UEMOA

Tableau 2 : Contributions des fonctions de l'IHPC à l'inflation en glissement annuel

Tableau 3 : Différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires

Tableau 4 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires

Tableau 5 : Evolution des prix des produits pétroliers dans les pays de l'UEMOA

Tableau 6 : Prix internationaux du baril de pétrole (WTI), Brent et Dubaï et des cours de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

Tableau 7 : Variations en glissement annuel des cours de pétrole brut et de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

Tableau 8 : Evolution des indices IPI et ICA dans les pays de l'UEMOA

Tableau 9 : Agrégats de Finances Publiques et indicateurs de convergence budgétaire

Tableau 10 : Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties dans l'UEMOA

Tableau 11 : Evolution des crédits et des dépôts bancaires

Tableau 12 : Evolution du commerce extérieur de l'UEMOA

Tableau 13 : Evolution des coûts des facteurs de production

Tableau 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans les pays de l'UEMOA (scénario central)

(en pourcentage)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Réalisations									
Juin 2012	6,7	5,4	1,0	1,9	6,5	-0,1	0,2	2,0	2,1
Juillet 2012	6,0	4,7	1,7	1,6	5,1	0,6	0,3	2,5	2,3
Août 2012	5,7	4,5	1,9	2,6	5,1	-0,2	1,1	2,5	2,4
Septembre 2012	7,4	4,0	2,2	1,4	4,7	0,9	1,3	2,7	2,7
Octobre 2012	7,2	4,4	3,0	2,3	4,3	0,9	1,9	3,9	3,3
Novembre 2012	7,9	4,2	3,0	2,3	3,8	0,2	2,0	3,6	3,2
Décembre 2012	6,8	1,7	3,4	1,7	2,4	0,7	1,1	2,9	2,8
janvier-13	1,6	2,4	3,4	1,6	0,3	0,9	0,7	3,4	2,3
février-13	3,5	2,5	3,6	1,7	-0,2	1,9	0,3	3,1	2,4
mars-13	2,6	2,5	3,6	2,1	-0,6	1,9	-0,2	3,5	2,3
avril-13	3,1	2,3	3,9	1,8	-1,2	1,4	0,3	2,4	2,3
mai-13	1,9	1,1	3,5	1,0	-1,7	1,2	1,2	1,8	2,0
juin-13	0,7	1,8	2,9	1,0	-1,3	2,5	0,7	2,1	1,7
juillet-13	1,2	0,7	2,2	1,7	0,1	2,3	1,6	1,9	1,7
août-13	0,9	1,2	2,3	2,1	0,0	2,4	1,3	1,5	1,6
septembre-13	0,5	0,3	2,2	2,0	-0,2	2,5	1,3	1,4	1,5
Moyenne									
2008 (réalisations)	7,9	10,7	6,3	10,4	9,2	11,3	5,8	8,7	7,4
2009 (réalisations)	0,4	0,9	0,5	-2,8	2,4	0,5	-2,2	3,7	0,4
2010 (réalisations)	2,1	-0,6	1,7	2,2	1,2	0,9	1,2	1,5	1,4
2011 (réalisations)	2,7	2,8	4,9	5,1	3,0	2,9	3,4	3,6	3,9
2012 (réalisations)	6,7	3,8	1,3	2,1	5,3	0,5	1,4	2,6	2,4
2013 (projections)	2,4	2,0	2,9	2,6	0,7	1,5	1,3	3,0	2,3

Sources : INS, BCEAO.

Tableau 2 : Contributions des fonctions de l'IHPC à l'inflation en glissement annuel à fin juin 2013

(en points de pourcentage)

Fonctions	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau*	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	0,2	1,4	0,5	1,3	-2,7	1,8	0,5	0,3	0,4
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,0	0,0	0,8	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,2	0,2
Logement	0,1	0,2	0,2	-0,1	0,6	0,4	0,0	0,4	0,2
Ameublement	0,0	0,0	0,2	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,1
Santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0
Transport	0,3	0,1	0,2	-0,3	0,5	-0,2	0,1	0,0	0,1
Communication	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,1	-0,4	0,2	0,0
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,1	0,8	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,3
Restaurants et Hôtels	0,1	0,1	0,2	0,0	0,0	0,5	0,5	0,6	0,3
Autres biens	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,3	0,1
Ensemble	0,7	1,8	2,9	1,0	-1,3	2,5	0,7	2,1	1,7

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

* Estimation en avril, mai et juin 2013

Tableau 3 : Différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires

	Niveau de l'inflation en glissement annuel (en %)					Différentiel d'inflation en point de % (+) = défavorable et (-) = favorable			
	Ghana	Nigeria	Zone euro	USA	UEMOA	(UEMOA)-(Zone euro)	(UEMOA)-(USA)	(UEMOA)-(Nigeria)	(UEMOA)-(Ghana)
mars-12	8,8	12,1	2,7	2,7	2,5	-0,2	-0,2	-9,6	-6,3
avr.-12	9,1	12,9	2,6	2,3	0,6	-2,0	-1,7	-12,3	-8,5
mai-12	9,3	12,7	2,4	1,7	1,8	-0,6	0,1	-10,9	-7,5
juin-12	9,4	12,9	2,4	1,7	2,1	-0,3	0,4	-10,8	-7,3
juil.-12	9,5	12,8	2,4	1,4	2,3	-0,1	0,9	-10,5	-7,2
août-12	9,5	11,7	2,6	1,7	2,4	-0,2	0,7	-9,3	-7,1
sept.-12	9,4	11,3	2,6	2,0	2,9	0,3	0,9	-8,4	-6,5
oct.-12	9,2	11,7	2,5	2,2	3,3	0,8	1,2	-8,4	-5,9
nov.-12	9,3	12,3	2,2	1,8	3,3	1,1	1,5	-9,0	-6,0
déc.-12	8,8	12,0	2,2	1,7	2,8	0,6	1,1	-9,2	-6,0
janv.-13	8,8	9,0	2,0	1,6	2,3	0,3	0,7	-6,7	-6,5
févr.-13	10,0	9,5	1,8	2,0	2,4	0,6	0,4	-7,1	-7,6
mars-13	10,4	8,6	1,7	1,5	2,3	0,6	0,8	-6,3	-8,1
avr.-13	10,6	9,1	1,2	1,1	2,3	1,1	1,2	-6,8	-8,3
mai-13	10,9	9,0	1,4	1,4	2,0	0,6	0,6	-7,0	-8,9
juin-13	11,4	8,4	1,6	1,8	1,7	0,1	-0,1	-6,7	-9,7

Sources : Instituts de Statistique, Banques Centrales.

Tableau 4 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires

(glissement annuel en %)

	Produits alimentaires	Blé	Arachide	Maïs	Riz	Lait	Sucre
mars-12	-6,0	-11,2	13,0	-3,5	13,4	2,8	-5,9
avril-12	-8,5	-21,2	32,0	-12,9	17,1	13,5	-6,8
mai-12	-9,3	-25,6	-2,4	-12,7	22,4	18,3	-7,4
juin-12	-7,1	-15,6	-0,6	-14,1	17,0	18,5	-13,9
juillet-12	2,2	12,7	6,5	9,1	5,9	41,9	-17,9
août-12	1,9	5,7	-1,4	5,5	1,0	48,7	-21,1
septembre-12	3,6	12,6	-1,0	6,7	-4,1	46,5	-21,1
octobre-12	7,8	23,9	9,2	17,1	-2,9	49,6	-21,4
novembre-12	7,7	28,5	7,1	17,3	-3,0	49,1	-22,9
décembre-12	10,4	29,3	14,3	19,5	-2,6	52,7	-20,2
janvier-13	10,0	22,0	16,3	11,2	6,0	31,4	-20,2
février-13	6,9	14,8	11,6	8,2	4,9	28,7	-21,4
mars-13	3,4	9,2	30,5	10,3	-2,0	15,5	-22,3
avril-13	2,8	15,9	7,1	2,2	-5,5	1,3	-21,2
mai-13	8,6	20,7	33,2	9,9	-9,9	3,8	-18,1
juin-13	9,4	13,5	31,7	11,2	-9,9	8,5	-16,9

Source : Fonds Monétaire International.

Tableau 6 : Prix internationaux du baril de pétrole (moyenne WTI, BRENT, DUBAI)

	Cours du pétrole en dollars		Cours du dollar en FCFA		Cours du pétrole en FCFA		Cours de l'euro en dollar	
	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %
2011								
janvier	92,66	2,9	491,0	-1,0	45 495,9	1,9	1,336	1,1
février	95,95	3,5	480,6	-2,1	46 110,4	1,4	1,365	2,2
mars	107,18	11,7	468,6	-2,5	50 219,9	8,9	1,400	2,6
avril	114,53	6,9	453,8	-3,2	51 972,7	3,5	1,446	3,3
mai	105,76	-7,7	457,2	0,7	48 348,3	-7,0	1,435	-0,7
juin	102,19	-3,4	455,9	-0,3	46 585,7	-3,6	1,439	0,3
juillet	103,75	1,5	459,9	0,9	47 712,0	2,4	1,426	-0,9
août	94,08	-9,3	457,4	-0,5	43 033,6	-9,8	1,434	0,5
septembre	93,75	-0,4	475,6	4,0	44 588,7	3,6	1,379	-3,8
oct.	93,42	-0,4	478,6	0,6	44 707,1	0,3	1,371	-0,6
nov.	101,29	8,4	484,0	1,1	49 024,4	9,7	1,356	-1,1
déc.	106,80	5,4	499,8	3,3	53 369,0	8,9	1,313	-3,2
Moyenne Janvier-déc.	100,95	27,7	471,9	-4,7	47 597,3	21,7	1,392	4,9
2012								
janvier	103,91	2,4	508,3	2,0	52 819,1	4,5	1,291	-2,0
février	107,87	3,8	496,3	-2,4	53 531,0	1,3	1,322	2,4
mars	112,24	4,1	496,9	0,1	55 776,7	4,2	1,320	-0,1
avril	109,16	-2,7	498,7	0,3	54 432,0	-2,4	1,316	-0,3
mai	99,71	-8,7	512,3	2,7	51 085,0	-6,1	1,281	-2,6
juin	86,98	-12,8	523,7	2,2	45 551,1	-10,8	1,253	-2,2
juillet	92,74	6,6	533,9	1,9	49 508,9	8,7	1,229	-1,9
août	100,05	7,9	529,0	-0,9	52 931,1	6,9	1,240	0,9
septembre	100,70	0,7	510,3	-3,5	51 391,7	-2,9	1,286	3,7
octobre	96,64	-4,0	505,6	-0,9	48 860,6	-4,9	1,297	0,9
novembre	94,23	-2,5	511,6	1,2	48 206,4	-1,3	1,282	-1,2
décembre	95,08	0,9	499,7	-2,3	47 507,5	-1,4	1,313	2,4
Moyenne Janvier-déc.	99,94	-1,0	510,5	8,2	50 966,8	7,1	1,286	-7,6
2013								
janvier	100,41	5,6	493,9	-1,2	49 591,0	4,4	1,328	1,2
février	102,13	1,7	491,1	-0,6	50 154,2	1,1	1,336	0,6
mars	98,58	-3,5	506,3	3,1	49 912,9	-0,5	1,296	-3,0
avril	96,01	-2,6	503,6	-0,5	48 354,8	-3,1	1,303	0,5
mai	97,70	1,8	505,2	0,3	49 353,5	2,1	1,299	-0,3
juin	98,29	0,6	497,4	-1,5	48 889,7	-0,9	1,319	1,6

Sources : BCEAO, Reuters.

Tableau 7 : Variations en glissement annuel des cours du pétrole brut et de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

(en pourcentage)

	Cours du pétrole en dollars	Cours du pétrole en FCFA	Cours de l'euro en dollar
2011			
janvier	15,7	23,6	-6,4
février	20,7	21,0	-0,3
mars	27,2	23,3	3,2
avril	28,8	19,5	7,8
mai	32,6	16,1	14,2
juin	26,7	7,5	17,9
juillet	27,5	13,9	11,9
août	12,2	0,9	11,2
septembre	11,8	6,1	5,4
octobre	4,6	6,1	-1,4
novembre	14,4	15,6	-0,8
décembre	13,7	14,5	-0,7
Moyenne 2011	19,7	14,0	5,2
2012			
janvier	10,4	14,3	-3,4
février	11,1	14,7	-3,1
mars	2,7	8,9	-5,7
avril	-6,2	3,1	-9,0
mai	-6,5	4,8	-10,7
juin	-14,6	-1,9	-12,9
juillet	-9,6	4,9	-13,9
août	9,0	26,1	-13,5
septembre	10,7	18,6	-6,6
octobre	4,0	9,8	-5,3
novembre	-10,1	-5,2	-5,4
décembre	-10,1	-9,8	-0,3
Moyenne 2012	-0,8	7,4	-7,5
2013			
janvier	-5,2	-7,9	2,9
février	-6,7	-7,6	1,1
mars	-12,3	-10,6	-1,9
avril	-11,0	-10,1	-1,1
mai	-0,3	-1,7	1,4
juin	15,9	10,1	5,3
Moyenne janvier - juin	-3,3	-4,6	1,3

Tableau 8 : Indice de la production Industrielle (IPI) et Indice du Chiffre d'affaires (ICA) de janvier 2010 à juin 2013

	Bénin		Burkina		Côte d'Ivoire		Guinée-Bissau	
	IPI	ICA	IPI	ICA	IPI	ICA	IPI	ICA
avr.-10	122,7	120,0	109,9	147,9	101,6	141,2	97,8	192,1
mai-10	129,5	98,5	97,2	136,9	103,9	139,8	99,8	213,8
juin-10	122,0	104,3	94,8	157,1	100,9	141,2	99,1	164,8
juil.-10	116,2	111,2	90,0	140,5	98,2	142,3	86,9	148,1
août-10	130,6	90,2	82,1	140,2	100,1	133,8	89,8	186,9
sept.-10	129,8	96,7	78,9	142,9	99,2	143,5	87,3	184,6
oct.-10	109,2	100,8	81,5	164,2	102,4	148,3	97,0	187,6
nov.-10	112,0	99,5	86,5	235,0	99,3	142,2	93,8	194,1
déc.-10	107,3	99,4	217,7	279,7	95,6	133,0	94,9	252,2
janv.-11	128,2	98,1	220,7	255,1	98,3	127,1	101,4	206,2
févr.-11	174,7	95,0	226,5	171,2	92,4	117,8	109,4	203,1
mars-11	177,5	96,1	200,7	197,4	92,0	110,1	116,0	276,3
avr.-11	170,5	107,2	128,2	192,0	93,5	104,6	111,1	301,6
mai-11	162,2	91,5	110,0	172,1	94,7	121,1	125,8	275,9
juin-11	129,5	78,9	99,8	215,4	108,1	129,7	101,3	274,3
juil.-11	115,6	83,0	94,4	207,4	116,1	135,1	103,2	267,9
août-11	119,7	91,8	90,3	199,3	104,6	143,6	117,3	257,5
sept.-11	104,7	74,7	93,3	226,6	97,5	143,7	117,2	244,7
oct.-11	128,2	102,8	87,4	254,2	103,0	148,3	123,9	301,2
nov.-11	116,4	93,0	95,6	226,0	107,1	152,9	126,3	286,9
déc.-11	127,0	117,9	116,9	292,9	96,7	173,6	132,1	348,0
janv.-12	137,0	129,5	266,9	267,9	103,1	163,0	122,9	328,4
févr.-12	165,4	111,5	212,1	218,8	100,4	164,9	121,6	330,1
mars-12	171,6	120,6	177,2	203,9	100,8	169,7	97,7	409,2
avr.-12	178,4	126,8	133,1	214,2	102,0	165,3	98,5	344,0
mai-12	169,8	121,0	136,3	248,2	101,3	171,2	103,3	445,5
juin-12	179,6	114,7	129,1	256,6	101,5	173,4	105,0	435,3
juil.-12	165,8	126,8	117,7	292,3	112,9	174,4	112,8	408,8
août-12	172,2	122,8	110,6	314,5	109,5	170,5	119,7	386,4
sept.-12	167,6	91,0	116,7	309,5	114,1	169,2	96,1	358,4
oct.-12	149,4	73,9	111,2	262,7	119,6	171,0	114,6	346,2
nov.-12	125,0	131,3	129,0	284,3	121,5	173,5	114,4	431,7
déc.-12	133,1	155,2	148,3	295,6	125,0	203,9	141,8	401,7
janv.-13	146,8	127,1	299,0	284,3	117,8	196,9	152,4	408,7
févr.-13	153,3	114,7	273,8	335,2	110,9	178,0	131,4	346,1
mars-13	146,9	119,0	252,5	354,4	115,6	187,7	137,3	360,3
avr.-13	133,7	146,0	297,4	325,0	120,2	192,0	126,8	380,7
mai-13	142,1	124,0	139,2	336,7	121,4	201,7	138,5	325,6
juin-13	129,3	129,2	131,8	336,7	122,6	201,7	164,9	325,2

Source : BCEAO.

Tableau 8 : ITableau 8 (bis) : Indice de la production Industrielle (IPI) et Indice du Chiffre d'affaires (ICA) de janvier 2010 à juin 2013

	Mali		Niger		Sénégal		Togo		UEMOA	
	IPI	ICA	IPI	ICA	IPI	ICA	IPI	ICA	IPI	ICA
avr.-10	107,9	172,5	170,3	209,2	95,0	171,1	96,1	127,7	105,0	149,2
mai-10	125,4	191,4	185,6	218,6	107,3	165,4	77,0	127,5	108,8	148,5
juin-10	97,5	209,0	166,7	209,8	97,1	171,1	94,5	120,6	102,6	151,5
juil.-10	87,1	187,4	146,9	227,2	100,1	191,9	100,7	141,1	99,7	155,7
août-10	85,8	190,9	185,8	213,0	91,9	180,9	96,1	157,7	100,5	150,3
sept.-10	94,9	184,0	177,1	217,5	77,2	169,4	121,9	157,7	99,0	153,7
oct.-10	87,1	187,9	194,0	217,3	103,4	169,3	121,6	124,2	104,1	153,5
nov.-10	99,0	199,8	170,3	210,5	92,0	178,4	115,6	133,0	101,0	155,8
déc.-10	144,4	231,2	277,3	248,7	110,7	207,8	119,3	141,6	120,6	162,6
janv.-11	200,3	226,9	168,1	246,3	105,0	175,3	103,6	131,7	122,5	152,7
févr.-11	157,5	215,3	151,1	268,9	89,8	192,4	104,2	135,1	115,4	147,7
mars-11	174,2	264,9	104,8	257,3	124,3	207,5	113,4	143,1	119,1	152,0
avr.-11	140,2	233,9	165,4	216,1	111,5	199,5	121,9	140,9	111,2	143,2
mai-11	115,5	265,7	174,6	240,4	114,9	206,6	128,8	141,7	109,0	155,5
juin-11	119,5	258,6	209,5	251,0	101,1	201,5	115,6	148,5	112,4	160,4
juil.-11	101,3	261,0	174,0	258,0	111,9	185,1	103,5	156,2	113,8	162,5
août-11	109,1	257,7	183,5	240,2	101,9	191,2	120,1	149,3	107,7	165,8
sept.-11	91,2	266,7	175,0	221,6	90,6	195,4	133,9	127,0	100,3	163,7
oct.-11	95,8	281,9	191,6	228,9	106,1	193,6	124,7	142,4	107,1	172,0
nov.-11	120,1	256,7	178,6	228,1	93,1	190,9	127,0	145,8	109,0	170,4
déc.-11	189,8	263,0	161,7	290,0	106,1	210,2	130,6	137,6	113,4	189,9
janv.-12	147,6	242,0	164,1	260,6	101,9	204,8	119,5	139,2	124,9	180,2
févr.-12	161,5	282,9	186,6	267,9	102,9	181,6	125,9	130,4	122,8	178,9
mars-12	172,9	310,1	172,0	260,5	124,9	212,4	131,7	129,3	124,9	187,8
avr.-12	144,7	239,6	181,3	230,0	108,7	178,5	138,4	135,8	117,8	173,8
mai-12	101,1	263,7	198,9	260,2	100,2	209,5	130,2	146,8	112,3	186,9
juin-12	105,5	275,8	187,7	295,3	111,2	201,3	105,3	145,1	113,0	189,6
juil.-12	93,8	253,9	137,0	229,9	106,0	189,1	119,5	138,7	114,3	184,1
août-12	103,2	255,4	192,9	274,1	99,8	193,1	142,8	139,4	115,2	185,6
sept.-12	95,8	252,1	180,0	261,1	82,4	177,6	135,1	135,2	110,6	179,4
oct.-12	113,9	263,4	202,8	264,7	95,0	195,5	131,8	135,5	114,5	181,6
nov.-12	174,8	289,4	140,4	290,3	93,7	192,2	126,2	135,9	113,2	190,4
déc.-12	209,3	282,4	142,0	296,8	109,6	218,4	127,4	136,1	117,8	210,8
janv.-13	184,6	263,0	116,1	185,2	95,4	210,4	133,3	143,7	125,9	197,4
févr.-13	172,7	277,1	136,6	205,2	102,3	185,4	115,9	145,3	123,5	188,0
mars-13	155,5	306,9	177,4	186,2	107,6	218,0	121,6	163,1	125,6	202,3
avr.-13	140,5	318,8	157,1	291,0	105,9	214,1	120,4	163,1	127,1	196,1
mai-13	114,7	312,6	172,4	291,0	106,9	217,1	114,3	165,5	117,5	205,2
juin-13	127,7	313,5	162,6	291,0	92,2	221,5	110,5	165,5	118,0	201,1

Source : BCE

Tableau 10 : Evolution de la masse monétaire dans l'UMOA et de ses contreparties

	Stock					Variation trimestrielle (%)				Glissement annuel (%)			
	juin 12	septembre 12	décembre 12	mars 13	mai 13	3e T 2012	4e T 2012	1er T 2013	2e T 2013	3e T 2012	4e T 2012	1er T 2013	2e T 2013
Masse monétaire	13 904 405,0	13 915 660,2	14 995 657,4	15 177 971,5	15 473 103,1	0,1	7,8	1,2	1,9	8,2	9,7	11,7	11,7
Disponibilité monétaire	9 135 917,0	9 001 565,2	9 881 998,4	9 914 933,5	10 141 553,1	-1,5	9,8	0,3	2,3	7,0	8,3	10,9	11,2
Circulation fiduciaire	3 593 206,4	3 468 387,8	3 893 066,4	3 871 987,5	3 816 801,4	-3,5	12,2	-0,5	-1,4	7,3	5,9	9,2	5,2
Dépôts en CCP	33 664,5	35 046,8	32 191,1	36 544,9	38 520,4	4,1	-8,1	13,5	5,4	-0,5	-0,7	9,5	12,0
Dépôt en CNE	79 413,7	76 490,3	78 486,8	79 610,9	82 735,6	-3,7	2,6	1,4	3,9	-3,7	-1,1	0,2	4,2
Dépôts à vue en banque	5 429 632,4	5 421 640,3	5 878 254,1	5 926 790,2	6 203 495,7	-0,1	8,4	0,8	4,7	7,0	10,2	12,3	15,4
SODE-EPIC	788 487,3	760 567,2	856 133,7	811 291,9	823 935,7	-3,5	12,6	-5,2	1,6	5,2	19,1	11,8	11,2
Particuliers et entreprises privées	4 641 145,1	4 661 073,1	5 022 120,4	5 115 498,3	5 379 560,0	0,4	7,7	1,9	5,2	7,3	8,8	12,4	16,0
Dépôts à terme en banque	4 768 488,0	4 914 095,0	5 113 659,0	5 263 038,0	5 331 550,0	3,1	4,1	2,9	1,3	10,5	12,5	13,1	12,8
SODE-EPIC	371 690,0	419 026,0	420 675,0	445 929,0	469 041,0	12,7	0,4	6,0	5,2	28,1	30,9	28,5	27,1
Particuliers et entreprises privées	4 396 798,0	4 495 069,0	4 692 984,0	4 817 109,0	4 862 509,0	2,2	4,4	2,6	0,9	9,1	11,1	11,8	11,5
dont comptes à régime spécial	2 066 188,0	2 086 965,0	2 152 801,0	2 195 821,0	2 235 990,0	1,0	3,2	2,0	1,8	6,7	10,1	10,3	9,8
Autres postes nets	2 251 916,4	2 371 214,4	2 258 325,7	2 380 418,2	2 365 639,7	5,3	-4,8	5,4	-0,6	0,1	-2,4	-2,4	-1,0
Passif	16 156 321,4	16 286 874,6	17 253 983,1	17 558 389,7	17 838 742,8	0,8	5,9	1,8	1,6	6,9	7,9	9,5	9,9
CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE													
	Stock					Variation trimestrielle (%)				Glissement annuel (%)			
	juin 12	septembre 12	décembre 12	mars 13	mai 13	3e T 2012	4e T 2012	1er T 2013	2e T 2013	3e T 2012	4e T 2012	1er T 2013	2e T 2013
Avoirs Extérieurs Nets	5 323 343,7	5 209 666,0	5 578 336,9	5 469 563,6	5 356 822,7	-2,1	7,1	-1,9	-2,1	-11,5	-4,5	-4,7	-5,1
Banque Centrale	5 449 139,7	5 289 455,0	5 527 565,0	5 375 972,5	5 427 955,6	-2,9	4,5	-2,7	1,0	-11,1	-6,4	-5,9	-4,1
Banques	-125 796,0	-79 789,0	50 771,9	93 591,1	-71 132,9	-36,6	-163,6	84,3	-176,0	37,0	-178,7	235,7	362,4
Crédit intérieur	10 832 977,7	11 077 208,6	11 675 646,2	12 088 826,1	12 481 920,1	2,3	5,4	3,5	3,3	18,6	15,1	17,4	17,8
Position Nette du Gouvernement	2 674 932,4	2 738 539,8	2 855 752,1	3 259 480,0	3 493 064,9	2,4	4,3	14,1	7,2	25,0	22,5	28,9	31,8
Crédit à l'économie	8 158 045,3	8 338 668,8	8 819 894,1	8 829 346,1	8 988 855,2	2,2	5,8	0,1	1,8	16,6	12,9	13,7	13,2
Court terme	4 832 170,3	4 872 458,8	5 198 164,1	5 140 047,1	5 205 896,2	0,8	6,7	-1,1	1,3	16,2	11,4	12,9	11,1
dont crédit de campagne	164 331,0	158 529,0	228 322,0	293 124,0	275 163,0	-3,5	44,0	28,4	-6,1	71,4	38,7	50,9	53,4
Moyen et long termes	3 325 875,0	3 466 210,0	3 621 730,0	3 689 299,0	3 782 959,0	4,2	4,5	1,9	2,5	17,3	15,0	14,9	16,2
PM : Refinancement BCEAO	1 001 044,0	891 033,0	1 049 663,0	1 109 775,0	1 185 398,0	-11,0	17,8	5,7	6,8	78,4	45,1	37,5	41,6
Actif	16 156 321,4	16 286 874,6	17 253 983,1	17 558 389,7	17 838 742,8	0,8	5,9	1,8	1,6	6,9	7,9	9,5	9,9

Source : BCEAO

Tableau 11 : Evolution des crédits et des dépôts bancaires

	2 T2012	3 T2012	4 T2012	1 T2013	2 T2013	Variation trimestrielle (2T2013/ 1T2013)	
						Absolute	Relative (%)
Crédits bancaires mis en place							
- Volume (en milliards de FCFA)	594,1	639,4	646,6	541,0	715,8	174,8	32,3
Court terme	441,8	468,3	433,7	376,1	501,8	125,7	33,4
Moyen et long terme	152,3	171,1	213,0	164,8	214,0	49,1	29,8
Secteur public	36,1	36,5	43,0	52,8	33,1	-19,7	-37,3
Secteur privé	558,0	602,9	603,6	488,2	682,7	194,5	39,9
(A)- Taux d'intérêt moyen (%)	7,7	7,9	8,3	8,2	7,6	-0,6	-6,9
(Hors personnel de banque)	7,8	7,9	8,3	8,2	7,6	-0,6	-7,1
Court terme	7,8	7,6	7,7	7,8	7,8	0,1	0,7
Moyen et long terme	9,7	9,8	10,0	10,0	9,9	-0,2	-1,6
Secteur public	7,9	6,5	7,4	7,6	7,5	-0,1	-1,0
Secteur privé	8,4	8,3	8,4	8,4	8,4	0,0	0,1
- Durée moyenne des crédits (mois)	19,7	21,7	25,4	22,0	22,4	0,4	1,6
Nouveaux dépôts bancaires							
- Volume (en milliards de FCFA)	507,3	526,7	601,5	455,5	610,9	155,4	34,1
Court terme	411,9	390,9	438,5	336,6	479,3	142,7	42,4
Moyen et long terme	95,4	135,8	163,0	118,9	131,6	12,7	10,7
Secteur public	76,3	109,2	109,4	94,3	96,2	1,9	2,0
Secteur privé	431,0	417,5	492,1	361,2	514,7	153,5	42,5
(B)- Taux d'intérêt moyen (%)	4,9	5,1	5,1	5,2	5,2	0,0	0,9
Court terme	4,8	4,9	5,0	5,1	5,1	0,0	0,8
Moyen et long terme	5,5	5,8	5,4	5,6	5,7	0,1	2,3
Secteur public	4,9	5,4	5,3	5,1	5,3	0,2	3,8
Secteur privé	4,8	5,0	5,0	5,2	5,2	0,1	1,1
- Durée moyenne des dépôts (mois)	14,3	17,6	16,6	17,3	19,9	2,7	15,4
(A)-(B) Marge moyenne d'intérêt (%)	2,8	2,8	3,2	3,0	2,3	-0,6	-20,5

Tableau 12 : Commerce extérieur de l'UEMOA

EXPORTATIONS	Deuxième trimestre 2012		Premier trimestre 2013*		Deuxième trimestre 2013**		Variation Trimestrielle (%)		Variation Annuelle(%)	
	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Produits du cacao	570 035,0	701,6	565 217,0	703,7	593 143,6	752,6	4,9	6,9	4,1	7,3
Produits du café	17 206,9	26,9	18 360,8	27,5	18 430,5	27,7	0,4	0,8	7,1	3,2
Produits du coton	171 882,2	151,5	174 564,2	152,9	206 126,6	191,8	18,1	25,4	19,9	26,6
Produits de l'anacarde	125 757,1	59,6	85 981,8	56,2	148 201,9	75,9	72,4	35,0	17,8	27,3
Or et métaux précieux	39,5	543,3	52,8	562,0	54,2	525,6	2,5	-6,5	37,1	-3,3
Uranium	950,7	89,1	1 139,8	106,8	935,0	87,7	-18,0	-18,0	-1,7	-1,7
Produits pétroliers	1 098 499,1	487,3	1 139 286,1	502,1	1 164 393,7	520,2	2,2	3,6	6,0	6,7
Caoutchouc	77 929,6	79,4	77 339,9	74,8	80 249,9	75,7	3,8	1,2	3,0	-4,7
Produits divers	2 745 962,5	989,1	2 789 206,6	1 008,9	2 894 569,3	1 022,5	3,8	1,4	5,4	3,4
TOTAL	4 808 262,6	3 127,8	4 851 149,1	3 195,0	5 106 104,8	3 279,6	5,3	2,6	6,2	4,9

(*) Estimation des données du Burkina

(**) Estimation des données de tous les pays sauf la Guinée-Bissau et la Togo

Sources : BCEAO, INS, DOUANE

IMPORTATIONS	Deuxième trimestre 2012		Premier trimestre 2013*		Deuxième trimestre 2013**		Variation Trimestrielle (%)		Variation Annuelle(%)	
	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Produits alimentaires	2 974 604,8	917,1	2 987 849,3	917,5	3 017 763,9	921,3	1,0	0,4	1,5	0,5
Biens de consommation courante	51 517,7	187,0	48 179,6	193,1	49 412,1	191,9	2,6	-0,6	-4,1	2,7
Produits énergétiques	2 384 466,2	1 044,0	2 162 834,1	927,3	2 361 082,6	1 050,5	9,2	13,3	-1,0	0,6
Biens intermédiaires	3 327 870,3	692,4	3 390 802,4	754,9	3 609 853,6	767,6	6,5	1,7	8,5	10,9
Biens d'équipement	384 495,8	1 181,8	409 600,2	1 251,9	435 626,8	1 374,4	6,4	9,8	13,3	16,3
Produits divers	460 939,9	290,1	396 680,6	299,6	421 658,0	322,7	6,3	7,7	-8,5	11,2
TOTAL CAF	9 583 894,6	4 312,2	9 395 946,1	4 344,4	9 895 397,1	4 628,3	5,3	6,5	3,3	7,3
TOTAL FOB (***)		3 665,4		3 692,7		3 934,1		6,5		7,3

(*) Estimation des données du Burkina

(**) Estimation des données de tous les pays sauf la Guinée-Bissau et la Togo

(***) Les importations étant en valeur CAF, elles ont été ajustées de -15% pour en déduire le fret et l'assurance. Ce taux de 15% correspond au niveau moyen estimé à partir des taux en valeur CAF pour obtenir le montant en valeur FOB.

Ce taux de 15% correspond au niveau moyen estimé à partir des taux en valeur CAF pour obtenir le montant en valeur FOB.

Sources : BCEAO, INS, DOUANE

TABLEAU 13 : COUTS DES FACTEURS DANS L'UNION

		BENIN	BURKINA (**)	COTE D'IVOIRE	GUINEE-BISSAU	MALI	NIGER	SENEGAL	Togo
FACTEURS	UNITES	1 T 2013	1 T 2010	1 T 2013	1 T 2013	1 T 2013	1 T 2013	1 T 2013	1 T 2013
Terre									
Bâti zone urbaine	1000FCFA/m ²	468,8	-	25,0	-	-	25-125	437,6	66,7
Non bâti zone urbaine	1000FCFA/m ²	263,6	8,7	10,0	1,3	-	7,0	144,872	-
Travail									
Smig (FCFA/mois)	1000FCFA/mois	31,6	32,6	36,6	30,0	-	38,3	36,2	35,0
Taux de cotisations sociales patronales (*)	%	17,4	21,5	14,1	14,0	-	15,4	7,0	18,8
Capital									
Taux débiteur moyen des entreprises privées (***)	%	9,5	8,9	6,6	10,2	8,8	10,1	5,6	8,6
Taux débiteur moyen global	%	9,2	9,1	6,9	9,4	9,1	10,4	5,8	9,1
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	%	18,0	-	18,0	15,0	18,0	19,0	18,0	18,0
Energie & eau									
Electricité basse tension	FCFA/Kwh	78-115	96,0	75,2	161,0	100,5	69,4	112,7	63,0
Electricité moyenne tension	FCFA/Kwh	78-94	118,0	64,4	81,0	71,1	-	114,9	90,0
Eau tranche industrielle	FCFA/m ³	198-638	1 040,0	684,3	322,0	324,0	475,0	664,0	500,0
Produits pétroliers									
Gazole	FCFA/litre	625,0	656,0	615,0	725,0	620,0	538,0	792,0	629,0
Télécommunications									
Coût moyen de minute de l'appel local fixe	FCFA/min	60,0	29,5	100,0	45,0	17,8	50,0	72,8	36,0
Coût moyen de minute de l'appel local mobile	FCFA/min	60,0	160,0	100,0	60,0	108,0	107,5	-	68,0

Sources: BCEAO, Services nationaux compétents.

(**) Informations au premier trimestre 2010.

(***) Entreprises privées du secteur productif.



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int